INPRECOR

Numéro 218 du 28 avril 1986 - 12FF - 85FB - 4FS

REAGAN LA GUERRE

FRANCE

Le retour de la droite

INPRECOR

Revue bimensuelle d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Secrétariat unifié de la IVe Internationale

Sommaire du numéro 218 du 28 avril 1986

3	EDITORIAL	Reagan la guerre	« INPRECOR »
4	LIBYE	Les véritables objectifs de l'agression américaine	Salah JABER
6	GRANDE-BRETAGNE	Les syndicats du Livre dans le collimateur	David CAMERON
10	ECONOMIE	Les méthodes des groupes japonais de l'automobile	Winfried WOLF
13	CHINE	Réhabilitation partielle de Léon Trotsky par des écrivains chinois	Ernest MANDEL
18	—	A propos de la « Biographie critique de Trotsky »	ZHU TINGGUAN
21	FRANCE	Le retour de la droite au gouvernement	Francis SITEL
25		NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE	
		SUEDE : Un parlement du peuple contre l'apartheid. MEXIQUE : La politique unitaire du PRT.	
28	NICARAGUA	1985, l'année la plus difficile depuis la victoire révolutionnaire	Maria MERRI

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

ABONNEMENT
25 NUMÉROS
PAR AN

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.

Virements postaux à « PEC », compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris.

Inprecor, abonnement un an, 25 numéros, pour tous pays, 250 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 280 FF. Afrique et Amériques : 330 FF. Asie : 360 FF.

Pli fermé : France : 375 FF. Tous les autres pays (par voie de surface) : 400 FF. Pli fermé par avion : écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

Nom — Prénom

Numéro et Rue

Commune

Code Postal Pays

Réabonnement ☐ Abonnement ☐

Inprecor, revue bimensuelle éditée par Presse-Edition-Communication (PEC)
Administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France
Directeur de publication : Christian Lamotte
Commission paritaire numéro 59117. ISSN 1 0294 - 8516. Imprimé par Rotographie

Reagan la guerre

DANS la nuit du 14 au 15 avril dernier, dix-huit bombardiers de l'aviation américaine basée en Grande-Bretagne, accompagnés d'appareils de la VIe flotte US en Méditerrannée sont allés bombarder les deux villes libyennes de Tripoli et de Benghazi y occasionnant d'importants dégâts matériels et faisant plusieurs centaines de victimes. Dans son discours du 14 avril dernier destiné à justifier le raid US, Ronald Reagan déclarait : « *J'ai averti qu'il ne devrait y avoir aucun endroit sur terre où les meurtriers puissent se réfugier et exercer leurs talents meurtriers* » (cf. *Le Monde* du 16 avril 1986).

Par cette agression militaire les Etats-Unis démontrent une nouvelle fois de quelle manière ils entendent réaffirmer et défendre l'hégémonie américaine sur la politique mondiale. Le bombardement de la Libye, tout comme le débarquement à Grenade en octobre 1983 ou la sale guerre faite au Nicaragua, sert en fait à imposer une sorte de droit absolu de l'impérialisme sur l'ensemble de la planète. Les Etats-Unis cherchaient également à mettre leurs alliés européens au pied du mur et à leur rappeler leurs responsabilités militaires dans le bassin méditerrannéen. Le départ récent du contingent français de Beyrouth montre que chacun des pays impérialistes tente de gérer à sa manière ses propres intérêts dans l'imbroglio libanais et la crise du Moyen Orient. Washington veut ainsi remédier à cet éclatement de la politique impérialiste dans la région.

L'intervention US en Libye constitue donc un épisode supplémentaire de l'offensive impérialiste dans le tiers-monde. Il se confirme que les politiques de militarisation orchestrées par les gouvernements européens et nord-américains visent d'abord les peuples et les nations opprimées. Les guerres et les risques de guerre se concentrent de plus en plus dans ces régions. Le raid en Libye constitue à la fois une mise en garde des peuples dominés et un test des capacités d'intervention de l'impérialisme.

Alors que la crise du système capitaliste atteint dans ces pays des dimensions catastrophiques, alors que des centaines de millions d'hommes et de femmes y vivent dans des conditions à la limite de la survie, l'impérialisme se préoccupe avant tout d'éviter les débordements sociaux et révolutionnaires et de verrouiller le système de domination. Le gouvernement US et son lobby militaire croient qu'ils peuvent ainsi trouver une issue à la somme de crises politiques, économiques ou sociales que le capitalisme a engendré en Amérique latine, au Moyen Orient, en Asie et en Afrique.

La propagande « anti-terroriste » est dans ce cadre une tartufferie. Les Etats-Unis, par CIA interposée, sont le principal centre du terrorisme mondial. Combien de coups d'Etats, combien de meurtres, combien d'opérations de déstabilisations ont été menées durant les 25 dernières années par les services américains ? Ce sont des centaines d'actes de banditisme international de ce type que les Etats-Unis ont commis, occasionnant des dizaines de milliers de morts. Les derniers en date sont l'augmentation massive du soutien aux contras nicaraguayens et la livraison d'armes sophistiquées à la guérilla réactionnaire de l'UNITA en Angola.

Comment les Etats impérialistes peuvent-ils oser se parer de l'argument de l'autodéfense pour dénoncer avec autant d'hypocrisie des méthodes de guerre et d'action politique qu'ils ont inventés et soigneusement appliqués depuis de longues années un peu partout à travers le monde ? Doit-on rappeler le soutien américain au terrorisme israëlien et sud-africain, le terrorisme britannique en Irlande ou encore le terrorisme français qui s'est illustré en Nouvelle-Zélande par la destruction du bateau de l'organisation écologiste Greenpeace.

L'argument de la lutte anti-terroriste pour justifier l'action contre la Libye est donc fallacieux. Il ne constitue pas la motivation première de cette opération militaire. En réalité, l'impérialisme est incapable de règler la crise au Moyen Orient et encore moins de remédier au chaos libanais. La politique de l'Etat libyen, quel que soit le jugement que l'on peut en avoir, y est un facteur supplémentaire de gêne pour l'impérialisme US. Prendre le régime de Tripoli comme bouc-émissaire permet à Washington de reprendre l'initiative sur un autre front.

Le terrorisme des bombes, celui que dénonce Reagan, n'est rien d'autre que le résultat du pourissement de la crise de domination impérialiste dans toute cette région, crise à laquelle aucune force n'a su trouver une issue réelle. Désespérés, sans la moindre perspective de voir leurs revendications nationales et démocratiques statisfaites, des groupes n'ont trouvé dans des actions de terrorisme tous azimuts, qu'une stratégie à la petite semaine, voire un simple exutoire à leur haine de l'impérialisme. Sur ce terrain, compte tenu de l'imbrication des intérêts des différents Etats de la région, les possibilités de manipulations sont nombreuses. Ce terrorisme, dont les objectifs sont le plus souvent civils, ne peut susciter la sympathie des populations en Europe ou aux Etats-Unis. Il constitue une forme irresponsable d'action politique lorsqu'il s'attaque à des objectifs qui touchent d'abord la population sans discernement. Il ne peut qu'accentuer l'isolement des causes au nom desquelles ces groupes terroristes prétendent agir.

Le régime libyen a depuis quelques années opté pour une fuite en avant dans ses rapports avec les divers Etats impérialistes. Dans ce cadre, il peut être tenté de s'assujettir des fractions et groupes des divers mouvements anti-impérialistes qu'il appuie, pour leur faire mener une politique plus en rapport avec ses intérêts d'Etat qu'avec les besoins des mouvements de masses locaux. Le régime libyen n'est donc nullement un allié sûr du camp anti-impérialiste.

S'il accentuait son recours au terrorisme aveugle sous prétexte de riposter à l'agression impérialiste, le régime du colonel Kadhafi s'isolerait définitivement des forces et des mouvements anti-impérialistes qui de par le monde sont ses seuls alliés objectifs. Les méthodes généralement employées par la Libye reflètent le nationalisme étroit de sa direction politique. Il suffit pour s'en convaincre de comparer l'orientation de Kadhafi à celle mise en œuvre par le Nicaragua révolutionnaire qui utilise diverses méthodes d'actions politique et de propagande pour se défendre face à l'impérialisme et qui grâce à elles a réussi à gagner d'importantes sympathies en Europe occidentale et même aux Etats-Unis.

L'agression américaine contre la Libye constitue un bel exemple du cynisme et du bellicisme américain. Elle soulève dores et déjà un mouvement populaire de désapprobation dans tous les pays arabes et en Afrique. Mais Rambo-Reagan n'est pas au bout de ses peines malgré la superbe arrogance qu'il affiche aujourd'hui. Il est essentiel d'organiser la mobilisation en riposte à l'interventionnisme américain contre la Libye. Il faut se garder de toute accoutumance en la matière. Ne rien faire, ne rien dire maintenant serait non seulement un crime vis-à-vis des masses libyennes soumises aux bombardements US mais laisserait de plus toute latitude à l'impérialisme pour multiplier ses agressions contre d'autres peuples, d'autres nations. Il en va donc du droit et des moyens des peuples opprimés à pouvoir se défendre et se libérer. ■

INPRECOR,
16 avril 1986.

Les véritables objectifs de l'agression américaine

LES récents actes d'agression de la flotte nord-américaine contre la Libye, faisant suite à une longue série de provocations dans le golfe de Syrte, représentent une nouvelle étape qualitative dans l'escalade de la campagne orchestrée par Washington depuis plus de dix ans contre le régime de Kadhafi. Pour l'administration Reagan, en particulier, c'était une occasion — après l'échec de sa politique au Liban et le « succès » de son invasion à Grenade — de s'en prendre à un petit Etat comptant moins de 3 millions d'habitants, en visant deux objectifs complémentaires : d'une part, surmonter le syndrome vietnamien, produit de la défaite nord-américaine dans la guerre du Vietnam et, d'autre part, lancer un avertissement au Nicaragua, à Cuba, à l'Iran et à l'URSS, autres « monstres » de la mythologie impérialiste moderne.

Il va sans dire que le devoir élémentaire des marxistes révolutionnaires est de défendre un pays du tiers-monde victime d'une agression impérialiste. Néanmoins, il reste nécessaire de préciser ce qu'il s'agit de défendre dans chaque cas précis : la souveraineté nationale uniquement, comme dans le cas de la guerre des Malouines, tout en appelant à renverser la dictature militaire argentine réactionnaire ? ou alors, en plus de la souveraineté nationale, des acquis nationaux et sociaux réalisés par un régime « progressiste », comme ce fut le cas pour l'Egypte en 1956 et en 1967 ? En d'autres termes, Kadhafi rentre-t-il dans la catégorie de Galtieri ou dans celle de Nasser ?

Une première réponse indirecte est fournie par l'attitude même de l'impérialisme : il n'a jamais cherché à renverser Galtieri. Il a, par contre, inlassablement cherché à renverser Nasser hier, et Kadhafi aujourd'hui.

Les informations de la presse égyptienne et américaine concordent pour affirmer que Reagan a même proposé à Hosni Moubarak une opération militaire conjointe pour renverser le leader libyen. Si le président égyptien a rejeté la proposition, c'est parce que la situation intérieure dans son pays, illustrée par la récente mutinerie des forces de sécurité, ne lui permettait pas une telle aventure (1).

Pourquoi donc cet acharnement impérialiste contre la Libye ? Pour deux raisons intimement liées — la nature du régime et sa politique extérieure — que nous essayerons d'exposer très brièvement dans cet article.

Salah JABER

Le coup d'Etat-révolution du 1er septembre 1969 renversa la monarchie libyenne, l'une des plus rétrogrades de la planète, dans un pays faiblement peuplé et dont les ressources pétrolières considérables étaient exploitées, dans tous les sens du terme, par les compagnies pétrolières anglo-saxonnes, et sur le territoire duquel se trouvaient deux bases militaires britanniques et une base américaine. Le coup d'Etat était organisé par des officiers (capitaines) nationalistes organisés en « Officiers libres » sur le modèle nassérien. Kadhafi, comme son second, Jalloud, est d'origine bédouine et restera marqué par cette origine dans plusieurs aspects de son comportement social et politique, ainsi que dans l'idéologie qu'il va progressivement formuler.

Dans une première phase, c'est le nationalisme de Nasser que Kadhafi — qui se veut son disciple et son successeur — imite : évacuation de toutes les bases étrangères, nationalisation des banques étrangères, puis nationalisation progressive de l'exploitation pétrolière. Dans ce dernier domaine en particulier, la Libye jouera à partir de 1970 un rôle d'avant-garde, entraînant les autres exportateurs de pétrole dans son sillage. Ces mesures interviennent dans le contexte d'une politique extérieure qui n'est pas sans rappeler celle des premières années du nassérisme ou celle de l'Iran actuel : anti-impérialiste, mais aussi anticommuniste, au nom de l'Islam et du nationalisme arabe (2). Enfin et par-dessus tout, Kadhafi cherche à réaliser ce en quoi son père spirituel a échoué, c'est-à-dire l'unité arabe, pour laquelle il propose la fusion à plusieurs Etats, et notamment à ses voisins directs, dont l'Egypte et la Tunisie.

Toutes ces tentatives d'union avorteront. Les bourgeoisies des pays concernés, bien qu'alléchées par l'odeur du pétrole libyen, craindront l'effet déstabilisateur de Kadhafi sur leurs Etats. Le leader libyen menait, en effet, dans son pays, une vaste campagne contre la bureaucratie administrative héritée de l'ancien régime. En 1973, il lança une « révolution culturelle » sur le modèle maoïste. Rien n'y manquera, y compris le « petit livre rouge », devenu vert pour l'occasion, que Kadhafi s'attellera à rédiger à partir de cette date. Dans les faits, et malgré de réelles mobilisations populaires, la réalité du pouvoir restera concentrée entre les mains de l'équipe dirigée par Kadhafi et Jalloud.

Les déboires de ses tentatives d'union, qu'il essayera de surmonter en faisant appel aux masses par-dessus la tête des gouvernants, ses démêlés avec la bourgeoisie commerçante locale et l'opposition de droite, ainsi qu'avec les secteurs de l'appareil d'Etat aspirant à investir localement les ressources que Kadhafi met au service de sa politique extérieure, ces divers facteurs amèneront le leader libyen à se radicaliser à partir de 1974-1977. Des facteurs similaires avaient déterminé la radicalisation du régime de Nasser en 1961-1963. Mais, dans ce domaine comme dans tous les autres, Kadhafi, véritable caricature de Nasser, portera à l'extrême les traits du nassérisme : le capitalisme privé a été aboli en Libye au profit du capitalisme d'Etat, à une échelle inégalée dans le cadre d'un Etat bourgeois. Non seulement les principaux secteurs productifs sont étatisés, mais les services le sont également dans une très large mesure, au point que le petit commerce a été démantelé pour être supplanté par les supermarchés du secteur public.

Cette étatisation ne s'est pas opérée sur fond de misère, comme dans l'Egypte nassérienne confrontée à un grave problème de surpopulation. La Libye est, en fait, confrontée au problème inverse, celui du manque de main-d'œuvre par rapport aux possibilités d'investissement, impliquant un large recours à la main-d'œuvre immigrée.

Le « socialisme » de Kadhafi, contrairement à celui de Nasser, est riche. Le niveau de vie de la population libyenne a été considérablement amélioré : santé et éducation gratuites, logements modernes pour tous. Le régime s'est lancé dans une série de projets de développement, dont certains, à l'image des ambitions de Kadhafi, sont démesurés. C'est notamment le cas pour l'agriculture, où des milliards de dollars ont été consacrés à l'implantation de certaines techniques

1. Cf. *Inprecor* numéro 215 du 17 mars 1986.

2. C'est l'époque où Kadhafi vole au secours de cet autre régime militaire se réclamant du nassérisme qu'était le régime de Nemeiry au Soudan, menacé par un coup d'Etat de gauche. L'évolution réactionnaire ultérieure du dictateur soudanais, renversé l'année dernière, fut d'ailleurs largement déterminée par le fait qu'il faisait face au plus fort mouvement ouvrier des pays arabes.

qui n'existent qu'aux Etats-Unis, pour faire pousser dans le désert des cultures qui, dans le meilleur des cas, peuvent être importées pour un coût infiniment moins élevé. Ce n'est pas, il s'en faut, le seul aspect irrationnel d'une expérience de pouvoir qui aurait été tout à fait impossible si la Libye ne disposait d'une confortable rente pétrolière, la plaçant dans le peloton de tête des pays ayant les revenus par habitant les plus élevés.

LA POLITIQUE EXTÉRIEURE LIBYENNE

Outrancier, Kadhafi l'est aussi, et enfin, dans sa politique extérieure, y compris dans son nationalisme qui a parfois des relents d'antisémitisme. Comme Nasser jadis, il s'orienta, à partir de 1974-1977, au cours de la radicalisation intérieure de son régime, vers une alliance étroite avec l'URSS doublée d'une dépendance militaire quasi totale, au nom de la lutte contre l'impérialisme. Ne se contentant pas de la région arabe, Kadhafi a soutenu, ou soutient encore, sous diverses formes — politiques, financières, militaires et parfois purement verbales — des mouvements ou des régimes anti-impérialistes sur toute l'étendue du globe terrestre, depuis la Kanaky (Nouvelle-Calédonie) à l'Est jusqu'au Salvador et au Nicaragua à l'Ouest, en passant par les Philippines, l'Ethiopie, le Burkina-Faso, le Ghana, l'Irlande, etc., sans parler de son intervention militaire au Tchad.

A l'échelle arabe, Kadhafi soutient la gauche nationaliste palestinienne et la gauche libanaise, et maintient des relations privilégiées avec la Syrie, le Soudan et le Sud-Yémen, ainsi qu'avec l'Iran, pays impliqué dans la politique régionale bien que non arabe. Il est en outre accusé d'entretenir la « subversion » en Egypte, en Tunisie, en Jordanie, etc.

Cette politique de soutien tous azimuts à des mouvements et des régimes anti-impérialistes irrite au plus haut point l'impérialisme mondial. La Libye est le seul Etat au monde à mettre des pétrodollars au service de luttes anti-impérialistes. Elle constitue un allié précieux pour l'URSS, son seul allié riche, bien que le Kremlin soit souvent embarrassé par les fanfaronnades de Kadhafi.

Ce sont ces considérations qui expliquent la violente campagne antilibyenne des Etats impérialistes. Le terrorisme mondial, que l'impérialisme accuse la Libye de soutenir, comprend l'ensemble des organisations palestiniennes ainsi que, pêle-mêle, le FLNKS kanak, l'IRA irlandaise ou la révolution en Amérique centrale. Par contre, le groupe effectivement terroriste d'Abou Nidal, auteur présumé des attentats de Vienne et de Rome, a pour principal soutien la Syrie. Quant au minigroupe d'Aboul-Abbas, auteur du détournement de l'Achille Lauro, il n'a aucun lien avec la Libye et dépend entièrement de l'Irak, ennemi juré de Kadhafi.

Ces quelques faits devraient suffire à montrer l'hypocrisie de la campagne d'intoxication impérialiste attribuant à la Libye un terrorisme d'Etat dont, en tout état de cause, les gouvernements impérialistes et leurs alliés sud-africain et sioniste sont les champions. Contre eux, il faut défendre la Libye ; il faut défendre le territoire libyen contre l'agression impérialiste, et défendre aussi les acquis nationaux et sociaux réalisés en Libye, contre l'impérialisme et la réaction arabe et libyenne.

Kadhafi. (DR)

LES LIMITES DU KADHAFISME

Cette défense doit cependant se faire sans illusions quant à la nature socio-politique du régime libyen, comme c'est trop souvent le cas. S'il est vrai que le bilan de celui-ci est impressionnant, constituant un cas limite pour les raisons déjà expliquées, on ne saurait y voir une forme spécifique d'Etat ouvrier. L'Etat libyen est essentiellement bourgeois, l'économie libyenne est essentiellement capitaliste.

Commençons par l'Etat. Celui-ci n'a jamais été brisé en Libye, en dépit du mythe kadhafiste de « l'Etat des masses » (Jamahiriya). Le régime issu du coup d'Etat de 1969 reste essentiellement, malgré les diverses péripéties de la « révolution culturelle » libyenne, une dictature militaire de l'armée bourgeoise dirigée par une équipe aux aspirations petites bourgeoises. Il est vrai que les « comités populaires de base », instaurés depuis 1977, représentent jusqu'à un certain point une forme par laquelle les masses ont pu s'exprimer au niveau des administrations locales, avec un minimum de spontanéité.

Mais il n'en demeure pas moins que le pouvoir est très étroitement centralisé par la junte libyenne, qui utilise ces comités comme courroies de transmission, en préservant son monopole absolu de l'expression politique par la répression policière de toute forme d'opposition, jusques et y compris par l'assassinat d'opposants à l'étranger. Le régime de Kadhafi présente un certain aspect jacobin, combinant terreur et mobilisation populaire.

Quant à l'économie, la meilleure illustration de son essence capitaliste (étatique) a été fournie l'été dernier. Confronté à la forte baisse de ses revenus pétroliers, à l'instar de tous les exportateurs de pétrole, le régime libyen a réagi de la même façon, sinon pire que ses partenaires d'Arabie saoudite et des émirats du golfe : l'expulsion sans compensation, voire même avec expropriation de fait par blocage des dépôts bancaires, de dizaines de milliers de travailleurs immigrés, Tunisiens et Egyptiens en majorité. La logique du marché capitaliste a brutalement dissipé tant les prétentions anticapitalistes de Kadhafi qui, la veille encore, exhortait les ouvriers du monde entier à s'emparer de leurs usines, que ses prétentions nationalistes arabes. Les expulsés l'ont été, en dépit de leur double qualité de travailleurs et d'Arabes !

Telles sont donc les limites de la « révolution libyenne ». Il en découle que le régime libyen ne saurait en aucun cas être un allié digne de confiance dans la lutte anti-impérialiste. Kadhafi a largement démontré qu'il était capable de volte-face, parfois imprévisibles. Deux mouvements en ont fait encore récemment l'expérience : le Front Polisario, du Sahara occidental, lâché en 1984 au profit d'une soudaine « union arabo-africaine » entre le roi du Maroc Hassan II et Kadhafi (3), alors que le premier était accusé, peu auparavant, de comploter contre le trône du second ; et l'Armée de libération du peuple du Soudan, aujourd'hui abandonnée au profit du soutien au nouveau régime soudanais qui s'efforce de maintenir la continuité de l'Etat de Nemeiry.

La solidarité avec la Libye contre l'impérialisme doit nécessairement s'accompagner du combat contre toute illusion au sujet du régime libyen dans le mouvement anti-impérialiste mondial. C'est d'ailleurs là une condition léniniste élémentaire de toute politique d'alliance avec des forces sociales non-prolétariennes. ■

Salah JABER,
9 avril 1986.

3. Kadhafi réagissait ainsi au rapprochement entre l'Algérie, longtemps son alliée, et ses adversaires tunisiens. Depuis, sa réconciliation avec le président algérien Ben Jedid laisse prévoir la rupture prochaine d'une « union » avec le Maroc restée tout à fait symbolique.

Les syndicats du Livre dans le collimateur

Un conflit avec des répercussions sérieuses pour le mouvement ouvrier

DEPUIS trois mois on assiste en Angleterre à la lutte ouvrière la plus importante depuis la défaite de la grève des mineurs en mars 1985. Une bataille cruciale oppose les syndicats du Livre à Rupert Murdoch, patron de choc du groupe de presse News International, qui publie notamment les quotidiens *The Times* et *The Sun* ainsi que les journaux dominicaux *News of the World* et *Sunday Times*. L'année dernière, Murdoch a fait construire une imprimerie dotée de nouvelles technologies non pas à Fleet Street, quartier de la City de Londres où est concentrée la majeure partie de la grande presse, mais à Wapping dans la banlieue est. On verra qu'il n'y avait rien d'accidentel à ce déplacement. Cette imprimerie était censée servir à l'édition d'un nouveau quotidien du soir, lequel n'a pas encore vu le jour. Cependant, Murdoch préparait le transfert de la production de ses quatres autres titres.

Une fois les travaux de construction de l'imprimerie de Wapping terminés, ce magnat de la presse a exercé un chantage vis-à-vis des dirigeants des deux principaux syndicats du Livre, l'Association graphique nationale (NGA) et la Société des métiers graphiques et annexes (SOGAT). Murdoch proposait à ces syndicats un accord qui comprenait notamment quatre points : la fin du monopole syndical d'embauche, un contrat anti-grève avec force de loi, l'abolition de la structuration traditionnelle des syndicats dans l'entreprise (organisés par atelier et par service) et, surtout, acceptation du « droit à gérer » de la direction. L'essentiel de ce dernier point revient à donner à la direction la possibilité de diminuer les effectifs de manière drastique afin d'utiliser pleinement les possibilités offertes par les nouvelles technologies.

Face au refus des syndicats, Murdoch a tout simplement licencié sans autre forme de procès les 5 500 ouvriers et la minorité parmi les journalistes qui les soutenaient en les remplaçant par des jaunes recrutés en secret dans les mois précédents. D'alleurs, l'essentiel de ces jaunes a été fourni par le Syndicat des électriciens, de l'électronique, des télécommunications et des plombiers (EETPU) qui, quoique membre, comme la NGA et la SOGAT, de la Confédération des syndicats (TUC), se situe depuis des années à l'extrême droite de cette confédération. Dans le présent article, nous observons la lutte des travailleurs du Livre dans le cadre à la fois de l'évolution des rapports de force entre les classes à la suite de la grève des mineurs, des modifications survenues entre la droite et la gauche au sein du mouvement syndical et de la spécificité du secteur du Livre, où les syndicats y organisent la totalité des travailleurs.

David CAMERON

D'une certaine manière, les syndicats du Livre montrent en microcosme les forces et faiblesses du mouvement syndical anglais : forces, parce qu'il s'agit de syndicats puissants qui organisent la totalité des travailleurs de cette branche et qui ont su s'en servir pour arracher des acquis considérables aussi bien en termes de salaire et de conditions de travail qu'en termes d'extension des droits syndicaux ; faiblesses, parce que ces syndicats montrent à un point presque caricatural le corporatisme et l'esprit de boutique qui constituent le revers de la médaille de la force organisationnelle des syndicats britanniques.

LES SYNDICATS DU LIVRE FACE A LA MODERNISATION

Une des conséquences de la puissance des syndicats du Livre a été le retard important dans l'introduction de nouvelles technologies en Angleterre. Des technologies introduites il y a longtemps dans d'autres pays européens ont été bloquées par les syndicats de Fleet Street parce qu'ils auraient menacé le niveau de l'emploi et dévalorisé les qualifications des ouvriers les plus formés, qui sont la plupart membres de la NGA. Mais il était inévitable qu'à un moment ou un autre le barrage saute. Aujourd'hui les syndicats du Livre sont confrontés à un combat auquel ils sont très mal préparés. Le conflit de Wapping n'est pas un phénomène isolé ; il se déroule dans le cadre d'une offensive patronale tous azimuts dans ce secteur. Et les syndicats doivent affronter cette échéance dans un contexte très défavorable, caractérisé par un chômage massif, un gouvernement de droite qui a fait adopter entre 1980 et 1984 une série de lois anti-syndicales (voir encadré) et une situation où, après avoir subi une série de défaites depuis 1980, le mouvement ouvrier est sur la défensive tandis qu'en son sein la droite passe à l'offensive à un rythme accéléré.

L'édifice du pouvoir des syndicats du Livre a commencé à se lézarder sérieusement à la fin 1983 au moment du conflit dans le groupe de presse régionale *Stockport Messenger*, basé à Warrington dans le Lancashire. Eddie Shah, patron de ce groupe et franc-tireur actif du patronat, a licencié des militants du NGA et embauché des jaunes pour les remplacer. La NGA s'est engagée dans une épreuve de force avec Shah au cours de laquelle les lois anti-syndicales de 1980 et 1982 ont été utilisées pour la première fois à une échelle importante. Cette grève a donc été un test de la volonté du TUC de rester fidèle aux décisions de ses congrès et de soutenir la NGA. Ce soutien fit défaut. Ceci, lié au refus de la NGA d'étendre la lutte à toute la presse, a permis la victoire de Shah, fort de l'appui du gouvernement et des secteurs les plus vindicatifs du patronat britannique qui ont très bien saisi les enjeux de cette bataille. La NGA a perdu 2 millions de livres en amendes, dommages et intérêts. Le fait que le TUC ait reculé devant ce défi était lourd de signification et a sans doute été pour beaucoup dans la décision du gouvernement Thatcher que l'heure était venue de s'affronter aux mineurs en mars 1984.

Aujourd'hui, après la défaite des mineurs et dans un contexte encore moins favorable qu'en 1983, les syndicats du Livre doivent faire face à une offensive patronale généralisée. L'étincelle est venue encore une fois d'Eddie Shah, qui fort de sa victoire à Warrington, annonça en 1985 son intention de lançer un nouveau quotidien qui serait produit avec la nouvelle technologie par du personnel fourni par l'EETPU. Une série de groupes de presse de province avaient déjà réussi à introduire la nouvelle technologie. Ensuite, les grands patrons de Fleet Street commençaient à prendre l'offensive. Les syndicats du Livre ont réagi de manière dispersée. Face à une offensive à l'échelle de toute l'industrie, ils ont réagi entreprise par entreprise. En plus, chaque syndicat essayait de tirer la couverture à lui. Il y avait des tensions importantes entre la NGA d'un côté, dont les emplois de ses adhérents sont les plus menacés et la SOGAT et le Syndicat des journalistes (NUJ) de l'autre.

Tous les syndicats du Livre ont fait des concessions importantes au cours de négociations sur la modernisation de Fleet Street. Ils ont accepté 2 100 sup-

pressions d'emploi au groupe de presse Mirror (négociées « à la manière britannique », comme l'a dit Robert Maxwell, patron de ce groupe), le groupe Express envisage 2 800 supressions d'emplois, ce qui équivaut à 35 % du personnel, et les autres patrons de la presse suivent. En général, tout cela se négocie avec les syndicats qui reculent tout en essayant de sauver les meubles. Mais Murdoch a décidé de passer à la vitesse supérieure en provoquant l'affrontement.

La situation depuis le mois de janvier est que Murdoch parvient à sortir ses titres de la nouvelle imprimerie, laquelle est devenue une vraie « Forteresse Wapping ». On comprend maintenant pourquoi Murdoch s'est installé dans un endroit loin des centres du pouvoir syndical de Fleet Street et où il peut résister à un siège. Dans une imprimerie entourée par des fossés, équipée de tours de guet, protégée par des fil de fer barbelés avec des lames de rasoir, la direction de News International fait travailler les jaunes organisés par l'EETPU. Les journaux sont diffusés par 1 000 camionneurs, pour la plupart des anciens chômeurs qui ont depuis été recrutés par le Syndicat des transports et des travailleurs non-qualifiés (TGWU), le plus fort des syndicats du TUC. Un dispositif de police est toujours en réserve pour protéger l'imprimerie contre des piquets syndicaux.

Face à un employeur qui a licencié tout le personnel appartenant aux syndicats du Livre et qui poursuit ses opérations appuyé par toute la force de l'Etat, et aussi par la droite syndicale, nul besoin d'être un révolutionnaire acharné pour comprendre que la riposte qui s'impose doit être à l'échelle de toute l'industrie du Livre dans la perspective d'une grève générale de la presse. Une telle orientation conduirait assez rapidement à une confrontation majeure avec les lois anti-syndicales du gouvernement, ce qui mettrait à l'ordre du jour un appel au TUC pour soutenir la lutte et la mobilisation de la gauche syndicale.

UNE RIPOSTE INSUFFISANTE

Ce n'est pas cette voie qui a été choisie par les syndicats du Livre. Leur stratégie consiste à limiter le conflit à News International, à avoir le minimum de confrontation avec le gouvernement, à chercher à mobiliser l'opinion publique contre Murdoch. Les piquets ont été relativement limités, pour éviter de tomber sous le couperet de la loi de 1980 sur l'emploi de piquets de grève annexes (c'est-à-dire intervenant sur un lieu de travail autre que le leur). Ce qui n'a pas empêché le Haut tribunal de saisir leurs avoirs. Chaque samedi soir depuis quelques semaines, se déroulent des manifestations qui se rendent à Wapping pour essayer d'empêcher la sortie et la diffusion des journaux du dimanche et qui ont mobilisé jusqu'à 10 000 personnes. On a assisté à des batailles rangées avec la police anti-émeutes, les policiers à cheval, etc. Les manifestants ont dressé des barricades, il y a eu des centaines d'arrestations et la diffusion de la presse Murdoch a été sérieusement perturbée.

Mais tout cela ne suffit pas. Les enjeux de cette lutte sont tellement importants que Murdoch est prêt à perdre de l'argent à court terme pour casser les syndicats du Livre. Il faut savoir que les bénéfices potentiels sont énormes. Eddie Shah, qui a lancé son nouveau quotidien, a annoncé qu'il ne lui faut qu'un tirage de 300 000 exemplaires pour commencer à réaliser des bénéfices. Or quand on sait que le tirage des grands quotidiens britanniques est de l'ordre de plusieurs millions d'exemplaires, on peut apprécier les enjeux financiers pour des patrons qui résussissent à apprivoiser les syndicats et à introduire les nouvelles technologies. Murdoch est prêt à faire des concessions importantes sur le paiement de compensation aux licenciés. Dans un geste spectaculaire, il a même proposé de donner aux syndicats son ancienne imprimerie à Fleet Street, d'une valeur estimée à 55 millions de livres (600 millions FF). Cette offre, tout-à-fait sérieuse, est censée donner des emplois aux travailleurs licenciés, en permettant au TUC et au Parti travailliste de lancer un quotidien, projet discuté depuis des années. Cette proposition montre à la fois combien Murdoch est prêt à payer pour gagner le conflit et le mépris avec lequel le patronat britannique regarde la « menace » d'un quotidien du mouvement ouvrier, si jamais ce dernier se montre capable de le lancer, ce qui est loin d'être évident.

LE MOUVEMENT OUVRIER PERD DU TERRAIN

La voie de la recherche d'une solution négociée au conflit a le soutien total du TUC, lequel s'est associé à une proposition de règlement qui donnait à Murdoch à peu près tout ce qu'il demandait sauf une garantie anti-grève avec force de loi. Cet accord a été refusé par Murdoch, essentiellement parce qu'il faisait moins confiance aux syndicats du Livre pour discipliner leurs adhérents qu'à l'EETPU. D'ailleurs, pourquoi accepterait-il une solution même très favorable à lui mais qui permettrait aux syndicats du Livre de rentrer à Wapping, alors que la victoire totale semble être à la portée de sa main ?

Quelles sont les raisons de cette certitude qui anime Murdoch ? Pour répondre à cette question, il faut revenir sur l'expérience des syndicats britanniques face à Thatcher et sur l'évolution actuelle du mouvement syndical. Si Murdoch se trouve en position de force, ce n'est pas simplement à cause du corporatisme des syndicats du Livre et de leur recherche d'une solution négociée, mais de la situation globale. Depuis son arrivée au pouvoir en 1979, Thatcher a remporté une série impressionante de victoires contre les syndicats, les uns après les autres : les sidérurgistes en 1980, les travailleurs de la Santé et les cheminots en 1982, la NGA à Warrington en 1983. En même temps, elle a évité à plusieurs reprises l'affrontement avec les mineurs, pour finalement l'assumer en 1984, relativement certaine de la passivité criminelle du TUC en cette occasion.

Pourtant, même si les conservateurs se sont servis de certaines des lois anti-syndicales contre les mineurs, ce n'est qu'après la défaite de ces derniers qu'ils ont eu les mains libres pour s'attaquer frontalement aux syndicats sur toute la ligne. En 1985, si on fait exception de la fin de la grève des mineurs, le nombre de journées de grève a été le plus bas depuis 50 ans et les batailles qui ont eu lieu démarrent, à l'image de Wapping mais à plus petite échelle, en réaction aux attaques des employeurs, pour défendre contre l'offensive patronale des acquis sur le plan matériel aussi bien que sur celui des droits d'organisation syndicale.

Tout au long de cette expérience de défaites successives, le TUC a systématiquement refusé d'organiser la riposte nécessaire. Au contraire, malgré la déci-

Rassemblement des travailleurs du Livre devant le siège du TUC. Sur la pancarte, le sigle EETPU, détourné de son sens, signifie : « Syndicat des électriciens voleurs et braconniers (d'emplois) d'Eric (Hammond). » (DR)

Les lois anti-syndicales des conservateurs

1980	*Employment Act*	Amendements à une loi travailliste de 1978 réduisant la protection contre les licenciements. Interdiction des grèves de solidarité. Limitation des piquets de grève qui ne peuvent plus se tenir qu'au lieu même du travail. Limitations concernant le monopole d'embauche. Limitation du droit au congé maternité. Fonds publics mis à la dipsosition des syndicats pour l'organisation de leurs votes.
1982	*Employment Act*	Le conflit du travail étant défini comme un conflit entre des travailleurs et leur propre employeur, toute action syndicale ne correspondant pas à cette définition engage la responsabilité du syndicat qui peut être poursuivi en justice pour dommages-intérêts. Possibilité pour les employeurs de licencier des grévistes sans recours possible de ceux-ci aux tribunaux.
1984	*Employment Act*	« Immunités » syndicales maintenues seulement lorsqu'un conflit du travail a été approuvé par un vote préalable à la base. Elections périodiques obligatoires des membres des comités exécutifs des syndicats ayant voix délibérative. Nécessité d'un vote favorable des adhérents pour maintenir le fonds politique du syndicat (1).

Source : Documentation française.

1. Le fonds politique est constitué par une cotisation spéciale versée par tous les membres du syndicat qui le veulent pour donner au syndicat les moyens d'agir politiquement. Dans la pratique, ces fonds servent essentiellement à financer le Parti travailliste, dont ils représentent le soutien essentiel. Les supprimer serait donc une victoire pour Thatcher. Mais c'est en fait le grand échec de la politique syndicale du gouvernement actuel. 83 % des 2,4 millions de syndiqués consultés à ce jour ont voté en faveur du maintien de ces fonds. Pas un seul syndicat ne s'est prononcé contre.

sion du congrès extraordinaire de 1982 de défier les lois anti-syndicales, il a toujours refusé d'appliquer une ligne de résistance. A chaque fois que le TUC a été confronté à l'utilisation des nouvelles lois, il a reculé. Il a le même comportement à Wapping. Encore plus grave, la confédération refuse de répondre au défi lancé par l'EETPU. Face à cet exemple de collaboration de classe sans précédent dans l'histoire récente du mouvement syndical britannique, le TUC a réagi en adoptant une résolution qui déclare l'EETPU coupable « *d'avoir agi de manière nuisible aux intérêts du mouvement syndical* ».

La seule « action » du TUC a été d'ordonner à la direction du syndicat d'« *informer les membres de l'EETPU à Wapping et à Glasgow* (où ce syndicat a joué un rôle similaire dans un conflit avec le groupe de presse Mirror, ndlr.) *qu'ils sont engagés à faire du travail qui est normalement fait par des membres d'autres syndicats du Livre* ». On peut supposer que même les moins perspicaces des travailleurs concernés se seront déjà rendus compte du fait. Une résolution pour contraindre l'EETPU à communiquer à ses membres de refuser ce travail était repoussée par la direction de la confédération pour deux raisons. D'abord, une telle décision aurait amené le TUC à enfreindre les lois anti-syndicales, ensuite, l'EETPU s'était déclaré prêt à être exclu plutôt que de se plier à une telle décision.

QU'EST-CE QUE L'EETPU ?

Pour comprendre pourquoi l'EETPU se sent capable de lancer un tel défi et pourquoi le TUC a cédé devant lui, il faut voir ce que représente ce syndicat et son rôle actuel dans le TUC. L'EETPU est la continuation, au travers d'une série de fusions syndicales, de l'ancien Syndicat des électriciens (ETU). Ce syndicat avait été dirigé pendant des années par une équipe de militants du PC britannique. En 1961, grâce à une action engagée par ses opposants au sein du syndicat, cette direction a été destituée par un tribunal pour fraude électorale. Quoique cette accusation fut fondée, la conséquence pour l'ETU fut catastrophique. Une équipe composée de militants catholiques de droite et d'anciens communistes prit la direction du syndicat pour ensuite le doter d'un mode de fonctionnement parmi les moins démocratiques de tout le mouvement syndical britannique et a gardé le pouvoir depuis lors.

Pendant longtemps le syndicat des électriciens était tellement isolé à l'extrême droite du mouvement syndical qu'il semblait ne représenter aucune menace pour la gauche. Mais après la série de défaites encaissées par les syndicats, l'EETPU joue aujourd'hui un rôle central particulièrement néfaste. D'abord, ces dernières années, sous l'impulsion de son ancien président Frank Chapple et de son successeur Eric Hammond, il s'est fait l'apôtre d'un nouveau type de syndicalisme, le « business unionism » (syndicalisme d'affaires) calqué sur le modèle américain, dont le but essentiel est de conclure des accords avec les patrons stipulant le non-recours à la grève en échange du monopole de représentativité syndicale au sein de l'entreprise au profit de l'EETPU.

En plus, avec le changement de rapport de force au sein du mouvement syndical consécutif aux défaites récentes, apparaît un pôle de droite dont l'EETPU constitue la colonne vertébrale. Avec le syndicat uni de la métallurgie (AUEW), il a créé le cartel intersyndical de droite *Mainstream* dans le but de combattre la gauche. Parmi les participants à ce regroupement se trouve le Syndicat démocratique des mineurs (UDM) lancé en 1985 à partir de la région de Nottinghamshire, où la plupart des mineurs avaient continué le travail pendant la grève de 1984-1985 (1).

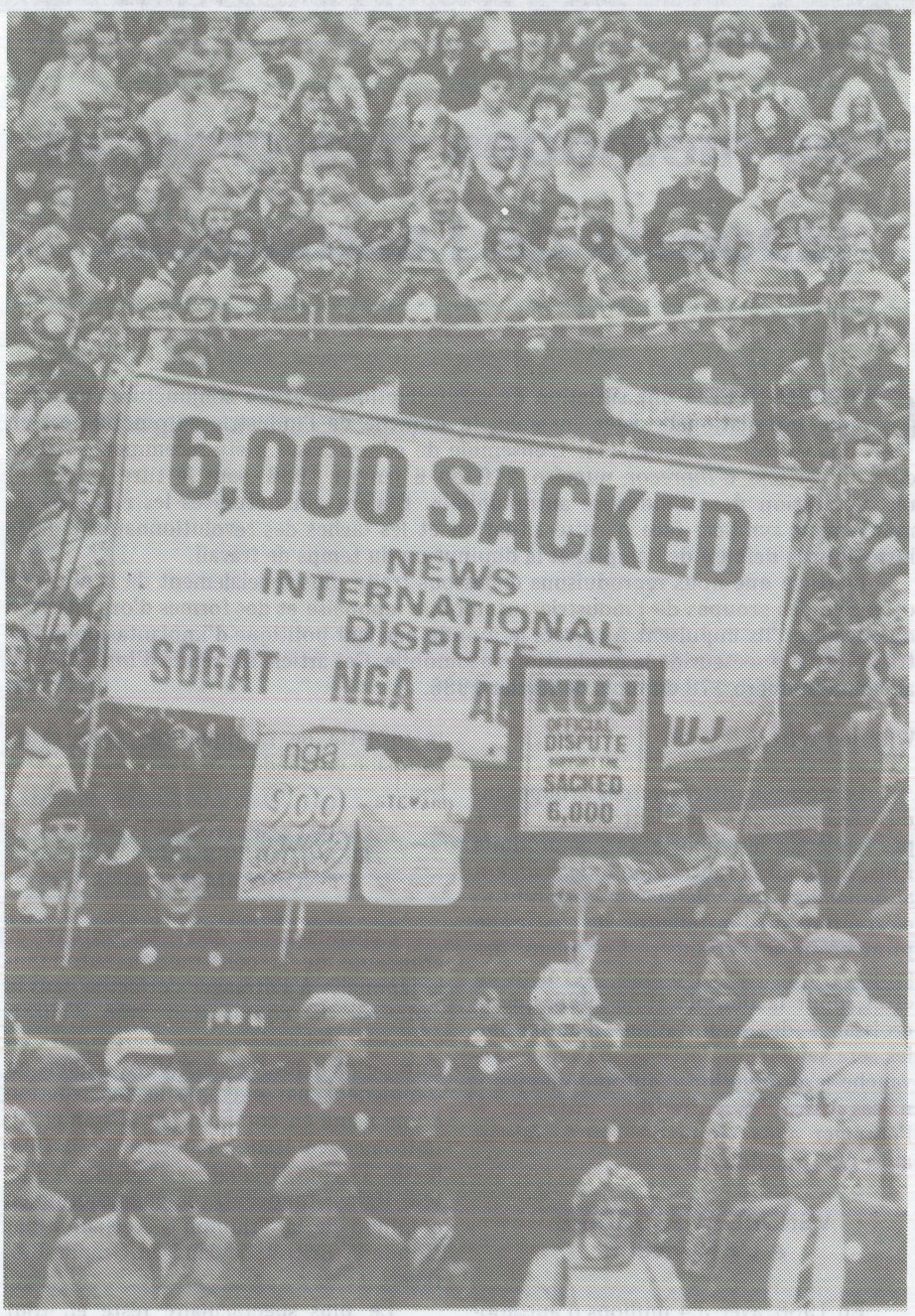
L'OMBRE DE LA SCISSION SYNDICALE

Avec le développement d'un bloc de syndicats ouvertement organisé autour d'une politique et d'une pratique de collaboration de classes sans vergogne, se pose pour la première fois en Grande-Bretagne la question d'une scission syndicale, d'un éclatement du TUC qui a été la seule confédération syndicale du pays depuis sa création en 1868. On entend en effet en ce moment des appels à l'exclusion de l'EETPU. Mais une telle exclusion ne constituerait pas en soi une solution aux problèmes actuels du mouvement syndical, ni même un début de solution. Le problème est plus complexe.

En effet, l'EETPU ne fait qu'exprimer d'une façon cohérente la tendance générale d'une grande partie du mouvement syndical. Au cours de la grève des mineurs, l'EETPU s'est opposé ouvertement à la direction d'Arthur Scargill du NUM, mais aucun syndicat n'a vraiment honoré les promesses de soutien faites au congrès du TUC de 1984, sauf, de manière très partielle, ceux des cheminots et des marins, et cela largement grâce à l'initiative des militants de base. Tous les principaux syndicats étaient complices dans la trahison de la NGA à Warrington en 1983. D'autres syndicats ont conclu des accords du type « un seul syndicat, pas de grève ». La plupart des syndicats ont commencé plus ou moins à accepter le cadre des lois antisyndicales.

Ainsi, on assiste non à une polarisation entre un EETPU droitier et

1. Voir l'article de Steve Roberts, « Les conséquences de la défaite des mineurs », paru dans *Inprecor* numéro 208 du 2 décembre 1985.



Manifestation de soutien aux grévistes licenciés par Murdoch. (DR)

un TUC combatif, mais à un glissement à droite généralisé du mouvement syndical, ce qu'on peut constater au moins depuis la deuxième victoire électorale du Parti conservateur sous la direction de Thatcher en juin 1983. On pouvait voir ce processus à l'œuvre déjà en septembre 1983 au congrès du TUC, avec la mise en avant de la politique dite du « nouveau réalisme », qui représentait un recul par rapport à la politique précédente de refus des lois anti syndicales et envisageait des négociations avec le gouvernement.

Cette orientation de concertation avec le gouvernement a été interrompu d'abord par la lutte à Warrington et encore plus par la grève des mineurs, mais elle a repris chaque fois à un rythme accéléré sur la base de la défaite de ces luttes. En effet, chaque défaite de la classe ouvrière a déplacé un peu plus à droite le centre de gravité du mouvement syndical comme du Parti travailliste, au point où aujourd'hui ce sont les syndicats comme l'EETPU qui gardent l'initiative et qui tirent le TUC derrière eux. L'EETPU et ses alliés ne sont donc que la force la plus cohérente et franche d'un TUC qui, dans sa grande majorité, est allé assez loin sur la route de la collaboration avec le patronat, avec le gouvernement conservateur et sa législation anti-syndicale. La seule alternative cohérente à cette politique est celle défendue par la gauche syndicale et travailliste, aujourd'hui nettement minoritaire et rejetée sur la défensive, une politique de lutte de classe, de mobilisation de la classe ouvrière contre les attaques des conservateurs et des patrons.

C'est dans ce cadre qu'il faut aborder la question d'une scission syndicale. La question de l'exclusion du TUC de l'EETPU est posée aujourd'hui par beaucoup de militants de la gauche syndicale. La comparaison est faite entre le rôle de briseur de grève du syndicat de Hammond à Wapping et celui de l'UDM, la scission jaune du NUM. Il y a là une simplification considérable d'un problème réel. Quand la majorité des mineurs de la région de Nottinghamshire a refusé de faire grève en 1984, le NUM ne les a pas exclus. Il a destitué les dirigeants locaux et organisé la minorité qui voulait se battre. C'est par la suite que l'UDM a été organisée, et chaque adhérent du nouveau syndicat a choisi consciemment d'adhérer à ce syndicat dont la raison d'être est le refus des méthodes de lutte de classes. Aucun d'entre eux n'a été exclu, au contraire le NUM a eu une politique, qui porte ses fruits aujourd'hui, d'encourager les membres de l'UDM à revenir au bercail, tout en se battant contre le syndicat jaune.

Il y a là deux grandes différences avec le rôle de l'EETPU. D'abord, on ne peut absolument pas dire que le TUC, ni même les syndicats du Livre, aient suivi une ligne de lutte de classe, c'est la différence essentielle d'avec le NUM pendant la grève. Le problème pour la direction du TUC n'est pas le fait que l'EETPU est en train de briser une grève mais plutôt le fait que Hammond a enfreint l'Accord de Bridlington de 1939, qui règle les rapports entre les différents syndicats (2). Ce qui préoccupe le TUC est le fait que la bureaucratie de l'EETPU marche sur les plate-bandes de celle des syndicats du Livre. La deuxième différence est qu'il n'est pas vrai que les 400 000 membres de l'EETPU aient choisi de briser la lutte des syndicats du Livre à Wapping. C'est leur direction qui a fait ce choix.

ORGANISER LA GAUCHE

Le problème fondamental auquel il faut s'affronter est celui d'organiser la gauche lutte de classes dans le mouvement syndical britannique contre la politique de collaboration de classes. Car l'EETPU ne fait qu'exploiter la contradiction entre la politique sur le papier d'opposition aux lois anti-syndicales de la part du TUC et ses capitulations dans la pratique. C'est cette contradiction qu'il faut mettre en évidence. Sinon une exclusion de l'EETPU ne serait qu'une solution bureaucratique au problème et risquerait de rejeter tous les adhérents du syndicat dans les bras de leurs dirigeants.

Pour l'instant, la direction de l'EETPU n'a aucune intention d'organiser une scission. Comme l'a dit Hammond lui-même, « *Pourquoi descendre du bateau quand celui-ci va dans notre sens ?* » Pour la même raison, aucun secteur significatif de la bourgeoisie n'est aujourd'hui pour une scission. D'ailleurs, les patrons ne

2. Au congrès du TUC à Bridlington en 1939, une série de principes furent adoptés pour empêcher une concurrence entre les syndicats affiliés pour recruter des adhérents. Les « principes de Bridlington » incitent les syndicats à conclure des accords sur les sphères d'influence, à ne pas recruter dans un secteur du personnel dans une entreprise qui est déjà organisé par un autre syndicat ou si ce dernier est reconnu par l'employeur comme négociateur pour une majorité du personnel, etc. Le TUC préfère que les cas litigieux soient réglés par des négociations entre les syndicats concernés, mais il existe une « commission des conflits » qui peut trancher en dernier recours.

veulent pas que leurs entreprises deviennent le terrain de conflits intersyndicaux s'ils peuvent l'éviter. Mais Hammond et ses alliés dans d'autres syndicats sont tout-à-fait prêts à agiter la menace d'une scission pour faire pression sur le TUC. Le point essentiel est que sans un affrontement ouvert avec la politique de l'EETPU, celui-ci exercerait une pression sur la direction du TUC, de l'intérieur ou de l'extérieur.

Il n'est pas question de ne pas exclure Hammond. Mais il ne doit pas être question d'exclure les 400 000 adhérents du syndicat avec lui. Le syndicat n'est pas la propriété de ses dirigeants vendus et la direction du TUC devrait aider la gauche dans l'EETPU à s'organiser contre Hammond et changer la direction du syndicat. Une telle orientation pourrait se baser sur une réelle opposition à la direction de l'EETPU. Plus d'une trentaine de sections locales du syndicat se sont déjà prononcées contre le rôle de Hammond à Wapping.

Comme il serait complètement illusoire de faire confiance à la direction actuelle du TUC pour mener une telle politique, il faut que cette bataille soit assumée par la gauche syndicale. Ce qui impliquerait notamment de rompre avec le code de bonne conduite bureaucratique qui interdit l'ingérence d'un syndicat dans les affaires d'un autre. Mais une telle politique retournerait la menace d'une scission contre la droite, en créant les conditions pour l'organisation au sein du TUC des membres des syndicats comme l'EETPU, l'AUEW, etc. qui romperaient avec leur direction. Il y a là de quoi faire hésiter les dirigeants de *Mainstream*.

Une telle politique d'affrontement avec les forces les plus droitières du syndicalisme britannique impliquerait une politique différente pour la grève du Livre comme ailleurs. Il faudrait riposter à Murdoch par une grève de toute la presse et une mobilisation de tout le mouvement ouvrier derrière les travailleurs du Livre dans l'affrontement inévitable avec le gouvernement Thatcher. Une telle politique sera difficile à imposer au vu des rapports de force actuels entre la gauche et la droite dans le TUC et la Parti travailliste. Mais en soi elle n'a rien d'irréaliste. Le gouvernement de Thatcher est affaibli par des scandales, des conflits internes et la faillite de sa politique économique. S'il réussit quand même à infliger des défaites sur la classe ouvrière, même si c'est souvent à un prix politique et financier élevé, c'est surtout grâce aux orientations qui sont celles des directions majoritaires du mouvement syndical et du Parti travailliste. Pour remobiliser le mouvement ouvrier, pour créer les conditions pour que ce dernier prenne l'offensive contre Thatcher, il faut passer par une bataille qui risque d'être longue et dure, organiser et renforcer le pôle lutte de classes dans les syndicats et le Parti travailliste ■

David CAMERON,
15 avril 1986.

ECONOMIE

Les méthodes des groupes japonais de l'automobile

CONFRONTÉE à une situation de surproduction et à une conjoncture économique internationale assez instable, la branche de l'industrie automobile est en pleine restructuration (1). L'ensemble de ce processus a été récemment analysé dans un article d'*Inprecor* numéro 210 du 6 janvier 1986, sous le titre « Crise et restructuration dans l'industrie automobile ». Etaient ainsi étudiées les réponses du mouvement syndical face à cette situation et les tâches des révolutionnaires dans la lutte pour la défense de l'emploi et la diminution du temps de travail.

L'article que nous reproduisons ci-dessous traite plus spécialement de la nouvelle offensive des groupes de l'industrie automobile japonaise et des formes d'organisation du travail qu'ils impulsent à travers le monde par leur politique d'implantation industrielle dans le secteur de la production automobile. Cet article est repris d'*Inprekorr* en allemand numéro 178 du mois de février 1986. ■

Winfried WOLF

La nouvelle offensive des groupes industriels japonais de l'automobile n'est pas basée sur les exportations de produits finis, mais sur la fabrication « *dans un environnement complètement différent* », c'est-à-dire sur l'installation de centres de production à l'étranger. Les plans des groupes industriels japonais prévoient en effet, pour la période 1983-1988, que la croissance des exportations d'automobiles sera seulement de 10 %, mais qu'en revanche la production d'automobiles japonaises dans des entreprises installées à l'étranger augmentera de 140 %, faisant ainsi plus que doubler.

VENDRE ET PRODUIRE A L'ETRANGER

En 1988, avec 5,4 millions d'automobiles vendues à l'étranger, ce sont environ 500 000 unités de plus qu'en 1983 qui devront être exportées. La production des automobiles japonaises à l'étranger passera cependant de 1,56 millions d'unités actuellement à 3,7 millions en 1988. Même si ces prévisions ont été dans quelques cas révisées en baisse en 1985, en raison de la tendance à la stagnation des années 1983 et 1984, la stratégie globale des constructeurs de l'automobile japonais n'est en rien modifiée.

Au contraire, une grande partie des centres de production japonais à l'étranger sont déjà installés ou en cours de construction. Il s'agit en partie d'installations qui sont entièrement contrôlées par les sociétés mères japonaises : une usine Toyota à Taïwan ; les usines Nissan à Taïwan, au Mexique, en Australie et en Afrique du Sud ; le constructeur de poids lourds Motor Iberica en Espagne, contrôlé par Nissan ; les usines Isuzu en Egypte, en Inde et en Grande-Bretagne. En 1985, Nissan a aussi entamé la construction d'une usine en Grande-Bretagne, et Toyota projette de fabriquer des voitures de tourisme en Suède.

L'INTERPÉNÉTRATION DES GROUPES JAPONAIS ET NORD-AMÉRICAINS

Cependant, la part majoritaire et croissante de la construction automobile japonaise à l'étranger s'effectue dans le cadre de la coopération avec d'autres groupes industriels, en particulier en Europe de l'Ouest et aux USA, comme en témoignent par exemple la construction d'une usine en commun par Nissan et Alfa-Romeo en Italie ; l'alliance de la filiale de Toyota, Daihatsu, avec le producteur italien Innocenti ; la construction en commun de la Triumph « Acclaim » par Honda et British Leyland en Grande-Bretagne.

Le plus spectaculaire reste en tout cas les relations qui se dessinent depuis 1983 entre les fabricants de voitures de tourisme traditionnellement les plus importants sur le marché mondial et les plus dynamiques, ceux des USA et du Japon. Au milieu de l'année 1983, le numéro un mondial des multinationales de l'automobile, General Motors, annonçait le projet de construction en commun d'une usine aux USA avec le numéro deux mondial, Toyota. Une fois calmée la tempête de protestation des entreprises concurrentes Ford et Chrysler, et une fois repoussée leur plainte devant l'office des cartels, ces dernières ont elles-mêmes présenté des projets de coopération similaires. Ford, qui possède 25 % des actions du groupe japonais Toyo Kogyo (Mazda), va construire en collaboration avec ce dernier une usine qui devrait alimenter le marché nord-américain. Le syndicat uni des tra-

1. Cf. aussi l'article de Winfried Wolf, « La crise de l'industrie automobile internationale », paru dans *Inprecor* numéro 124 du 23 avril 1982.

vailleurs nord-américains de l'automobile (UAW) avait exprimé son refus catégorique d'un tel projet. Finalement, après des concessions sur les salaires, il a obtenu que Toyo Kogyo installe l'usine de montage entièrement automatisée à Flat Rock, près de Detroit, aux Etats-Unis. Cette usine devrait atteindre une production annuelle de 240 000 unités venant s'ajouter aux 200 000 véhicules importés aux USA par Mazda.

Un an plus tard, à la fin 1985, le troisième groupe automobile, Chrysler, entrait dans la danse, annonçant qu'il allait installer avec Mitsubishi une usine dans l'Illinois, aux USA, pour le montage d'une petite voiture. En même temps, la direction de la marque américaine déclarait que les projets propres à Chrysler de construction de petites voitures étaient définitivement abandonnés. Les modèles « Omni » et « Horizon », qui avaient été auparavant présentés comme l'arme décisive pour sortir de la crise, n'auraient donc pas de successeurs (2). L'interdépendance de ces deux entreprises automobiles, Mitsubishi et Chrysler, devint plus étroite. Chrysler augmenta même sa participation au capital de Mitsubishi de 15 à 24 %.

Les fabrications entreprises en commun par des groupes japonais et nord-américains sont complétées par des engagements purement japonais aux USA. Honda annonçait, fin 1985 début 1986, que la capacité de production de ses usines installées aux USA allait passer de 150 000 unités par an à 300 000 d'ici à 1987. Simultanément apparaissaient des projets pour la création d'une nouvelle usine Honda aux USA, d'une capacité de production identique. Toyota monte, en plus de l'usine installée en joint venture avec la General Motors, deux autres usines au Canada et aux USA, qui doivent produire, à partir de 1988, 250 000 véhicules de tourisme. Même si ces projets de joint-ventures américano-japonais et de construction d'entreprises purement japonaises ne sont réalisés qu'à 80 % de leur objectif initial, on verra apparaître aux USA, dans les années 1986-1988, de nouvelles usines avec une capacité de production annuelle d'un million de voitures de tourisme. Avec un marché qui augmente à peine, cela équivaut à une concurrence meurtrière. Dans le cadre d'une nouvelle crise de la branche industrielle de l'automobile, cela doit déboucher sur l'élimination des concurrents, processus qui comporte un danger de mort pour les constructeurs isolés (3).

La nouvelle offensive japonaise sur la fabrication d'automobiles à l'étranger en période de stagnation effective des exportations dans ce secteur signifie pour les entreprises à l'intérieur du Japon que leurs effectifs de travailleurs seront peut-être d'abord maintenus pendant la période de boom de ces nouvelles industries. Mais ils seront cependant nécessairement réduits par la suite en raison de la poursuite de l'automatisation du processus de production. Une telle évolution est particulièrement importante, puisqu'il s'agit d'une branche de pointe de l'industrie japonaise, dont la croissance ininterrompue, en particulier en matière d'exportation, a fortement contribué jusqu'ici au maintien d'un taux de chômage relativement peu élevé dans ce pays.

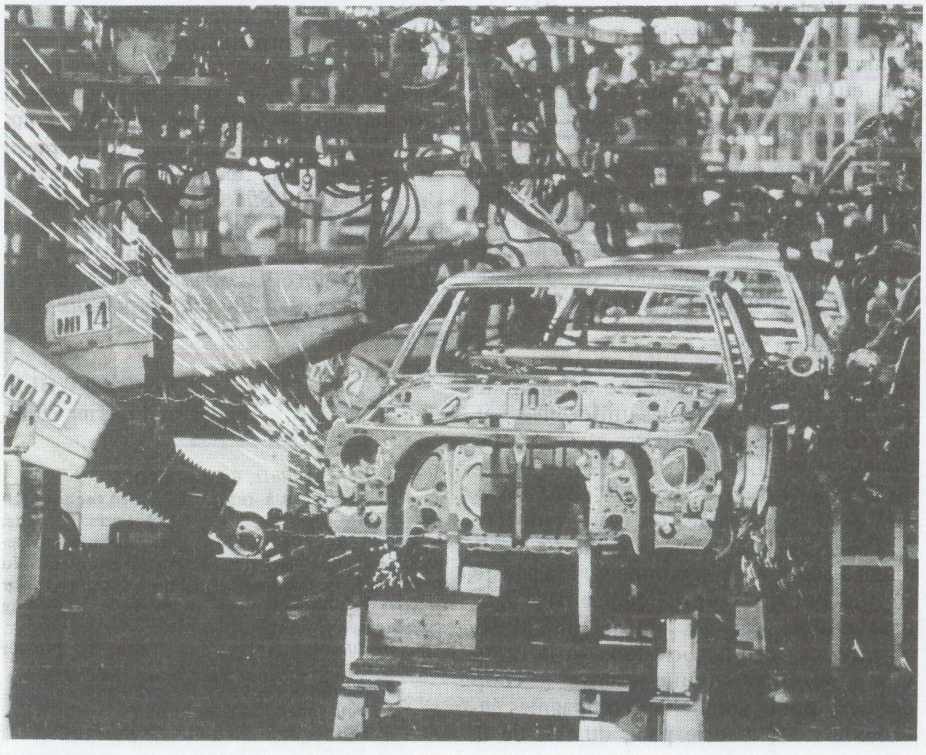
LES EFFETS SOCIAUX POUR LES TRAVAILLEURS

Enfin, les usines japonaises implantées à l'étranger ne vont pas faire le bonheur des travailleurs des pays concernés. D'une part, ces entreprises vont travailler avec les techniques de production les plus modernes. Elles ne créeront donc que peu d'emplois, tout en contraignant rapidement les constructeurs « autochtones » à utiliser eux aussi des techniques de construction semblables et à entamer une vague de rationalisation de leur appareil de production. D'autre part, les groupes japonais vont chercher à exporter en même temps que leur technologie les conditions de travail propres aux entreprises japonaises et, ce faisant, vont marcher main dans la main avec les patrons des pays où ils installeront leurs nouvelles usines. Le projet d'une usine Nissan en Grande-Bretagne est ainsi manifestement un banc d'essai conscient de la part du gouvernement de Margaret Thatcher pour mettre au pas les travailleurs et les travailleuses de British Leyland, Ford, GM et Talbot, pour poursuivre la réduction massive des effectifs dans ce secteur et pour parvenir à la privatisation des secteurs rentables de British Leyland sans résistance efficace des travailleurs.

C'est également le rôle que joueront les usines japonaises aux USA et les joint-ventures américano-japonais. Nissan et Honda font figure d'éclaireurs en la matière, depuis le début des années 1980. Depuis 1984, dans son usine de Smyrne, dans l'Etat nord-américain du Tennessee, Nissan ne paie aux travailleurs nouvellement embauchés qu'un salaire horaire de 8 dollars, ce qui est bien inférieur au niveau des salaires aux USA. L'UAW s'est vu interdire d'organiser le personnel de cette usine. Un cinquième des nouveaux employés est envoyé au Japon pour recevoir une formation en matière de « patriotisme d'entreprise » et de discipline au travail. La « garantie d'emploi à vie » est la contrepartie qui doit acheter l'acceptation par les travailleurs nord-américains de leur renoncement aux luttes salariales et au droit d'organisation. Cette garantie n'est bien sûr valable qu'« en principe ». Et elle est basée sur le calcul des dirigeants de Nissan selon lequel les « employés à vie » de Smyrne vont provoquer, par le fruit de leur travail, un effondrement des concurrents dans un court laps de temps, c'est-à-dire des licenciements massifs chez ces concurrents.

Dans l'usine Honda des USA, qui a été installée en même temps que celle de Nissan, les mêmes méthodes sont en vigueur. En agissant ainsi, les deux groupes ont utilisé de façon parfaitement consciente et voulue la situation de chômage massif et de crise de la branche. C'est uniquement dans ce contexte qu'ils ont pu recruter pour leurs nouvelles

Les robots dans l'industrie automobile. (DR)



2. Sur la crise de l'industrie automobile aux Etats-Unis, se reporter à *Inprecor* numéro 128 du 14 juin 1982.

3. L'interpénétration des économies japonaise et nord-américaine dépasse le cadre du seul exemple de l'industrie automobile. Le Japon et les USA représentent ensemble 30 % de la production mondiale (10 % est assurée par le Japon et 20 % par les USA). En 1984, les Etats-Unis ont absorbé un tiers des exportations japonaises et fourni un cinquieme de leurs importations. Le Japon a, quant à lui, reçu un quart des exportations américaines et assuré la moitié de leurs importations. Selon l'Institut économique japonais, les firmes de ce pays détenaient à la fin 1984 une participation égale ou supérieure à 50 % dans 342 entreprises industrielles américaines, surtout dans l'industrie automobile et l'électronique. (Source *The Economist*, Londres, 7 décembre 1985).

usines un nombre suffisant de travailleurs et de travailleuses acceptant de bas salaires et l'interdiction de s'organiser.

Toyo Kogyo et le joint-venture entre GM et Toyota suivent une autre voie pour atteindre un même but. Chez eux, l'UAW a été impliquée — certains militants syndicaux disent même « achetée » — dans des accords non renégociables. L'UAW a obtenu le droit de cogestion dans les entreprises concernées et accepte en contrepartie l'octroi de salaires inférieurs et d'avantages sociaux moindres que dans le reste de la branche. Ces accords ressemblent à une mixture entre les conditions de travail dans les entreprises suédoises et les entreprises japonaises. L'accord que l'UAW a passé en 1985 avec la New United Motor Manufacturing Inc (Nummi) — c'est le nom de l'usine commune de Toyota et de la GM — prévoit entre autres :

« *Les travailleurs ont le droit de stopper la chaîne de production quand ils craignent de ne pouvoir garantir la qualité de la production ;*

« *Avant que des ouvriers ne soient licenciés, les traitements des responsables doivent être réduits et les commandes traitées en dehors de la maison doivent être récupérées par l'entreprise ;*

« *Les collaborateurs soupçonnés de commettre des abus ne doivent plus être systématiquement mis à la porte comme c'était le cas jusqu'à maintenant. Les contrevenants seront interrogés avec la participation des syndicats et sanctionnés de façon appropriée.* »

Ces « concessions » de la part des patrons sont effectuées en partie dans l'intérêt du capital. Puisque non quantifiées, elles reviennent moins cher que le papier sur lequel elles sont écrites. De combien seraient en effet réduits les salaires des responsables, le cas échéant ? De un dollar par mois ? Enfin, elles visent avant tout à attribuer au syndicat — qui au mieux héritera d'un strapontin à la direction —, une co-responsabilité égale en droit. De cette manière, la logique de la production et de la crise capitalistes trouvent un répondant dans l'organisation et la politique syndicale. En revanche, l'UAW renonce au maintien des tarifs salariaux et accepte ainsi des baisses des salaires. Elle renonce également au maintien de la définition des postes de travail. Le *Handelsblatt*, qui voit manifestement dans ces accords un exemple pour l'avenir de la République fédérale allemande (RFA), écrit : « *A l'avenir, chaque collaborateur doit être engagé pour une activité dont il est capable. (...) A l'avenir, il n'y aura que trois catégories de (...) postes de travail qualifiés.* » (4) Toyo Kogyo a conclu avec l'UAW un accord comparable pour l'usine Mazda en projet à Flat Rock.

LES NOUVEAUX CONTRATS DE TRAVAIL

Ces contrats de travail à la japonaise pour les USA sont aussi des modèles pour celui que la GM a passé avec l'UAW pour le projet et l'usine Saturn (5). La chaîne de montage doit être supprimée et à la place — comme on l'a d'abord fait chez Volvo — le travail de groupe doit devenir le pivot du processus de production. Les employés, ou plutôt les représentants de l'UAW, siégeront dans les organes décisionnels de la firme et auront même dans certains cas un droit de veto. 80 % des emplois ont une garantie « perpétuelle », les 20 % restants représentent la masse de manœuvre de la direction de la firme. Les salaires représenteront 80 % du niveau habituel dans la branche (6). L'UAW a approuvé ce modèle après, bien entendu, d'« *âpres pourparlers* ». Elle porte ainsi en partie la responsabilité du processus d'affaiblissement des syndicats nord-américains. Il est remarquable que les groupes automobiles nord-américains n'ont jamais consenti quelque forme que ce soit de cogestion au temps du boom et des hauts profits de la branche automobile. Si celle-ci est introduite maintenant, en période de début de crise de la branche, c'est que cette intégration vise en premier lieu à éviter la résistance des travailleurs devant les licenciements, le démantèlement des salaires et des acquis sociaux.

Ces nouveaux contrats de travail sont introduits justement dans des entreprises qui vont fonctionner avec la technologie la plus moderne, c'est-à-dire qui nécessitent la moindre part de travail par automobile fabriquée. L'hebdomadaire économique *Business Week* commente ainsi le projet Saturn, qu'il qualifie d'exemplaire : « *Ce n'est qu'en combinant les nouvelles technologies et les réformes de l'organisation du travail que les sociétés américaines de l'automobile pourront maintenir leur compétitivité en face des constructeurs de pays à salaires peu élevés.* » Ce commentaire porte le titre suivant : « *La législation du travail en Amérique n'est pas adaptée à une économie de caractère mondial.* » (7)

A l'échelle de la branche entière, la fabrication d'automobiles à l'aide d'une technologie plus moderne, jointe au maintien du temps de travail hebdomadaire, voire même souvent à son augmentation, et au recul de l'âge de la retraite, signifie la suppression de nombreux emplois, d'où l'importance pour les patrons d'atteler spécialement les syndicats à cette tâche. Ces contrats représentent également une division et une atomisation de la classe ouvrière nord-américaine et de ses syndicats.

Dans les années 1960 et 1970, il y avait pour toute la branche automobile des négociations salariales uniformisées et un même niveau de salaires et de prestations sociales. Les accords sectoriels introduits durant la crise de 1979-1982 brisèrent pour la première fois cette tradition. A l'époque on prétendit qu'il s'agissait d'une situation exceptionnelle. Mais juste au moment de la reprise de l'activité dans l'automobile, dans les années 1983-1986, le contexte des négociations va de nouveau être obstrué, d'une part par le coup de force pur et simple des compagnies automobiles et, d'autre part, du fait de la participation de l'UAW à la mise en place de ces nouveaux contrats.

L'article déjà cité du *Business Week* exprime clairement ce sur quoi cette politique débouche : sur la création de « *syndicats-maison* », contrôlés soit entièrement soit dans une large mesure par la direction du groupe, pour « *contourner les véritables syndicats* », de manière à échapper à la combativité d'un syndicat indépendant et unitaire. De tels syndicats-maison ont existé aux USA dans les années 1920-1930. Ils sont aujourd'hui officiellement interdits, et *Business Week* fait remarquer que certains accords récemment conclus pourraient entrer en conflit avec les lois en vigueur. Ce sont pourtant ces syndicats qui servent avant tout de modèle aux nouveaux accords qu'impulsent les grands groupes de l'automobile japonais.

Tout ceci se produit à la veille d'une nouvelle crise de la branche, qui trouvera peut-être son dénouement aux USA. En 1986, les capacités de production hautement modernes des constructeurs nord-américains et japonais aux USA seront presque le double de celles de 1984. Pour la fin de la décennie, la revue américaine *Newsweek* effectue le calcul suivant, en se basant sur l'exemple des prévisions données pour le projet Saturn : « *Si 6 000 ouvriers peuvent fabriquer pour Saturn un demi-million d'automobiles par an, on peut faire un calcul grossier selon lequel 120 000 ouvriers peuvent en produire 10 millions. Ce qu'on ne peut plus, de toute façon, nommer le cœur d'une grande industrie.* » (8)

Ce qui veut dire que l'emploi dans l'industrie automobile aux USA pourrait encore être diminué d'un demi-million de postes de travail, sans compter la sous-traitance. Cela peut être une hypothèse théorique sans vérification dans la réalité. Cependant, elle exprime correctement la tendance en cours. Globalement, les groupes de l'automobile aux USA ont licencié 200 000 ouvriers dans les cinq dernières années et ont investi l'argent ainsi économisé dans de nouveaux équipements productifs, ce qui a entraîné une hausse de la productivité, le temps de travail par automobile passant de 222 heures de travail en 1982 à 199 heures seulement en 1984. Un article du *Süddeutsche Zeitung* du printemps 1985 se terminait par cette phrase, en signe de prédiction : « *Le dirigeant syndical Owen Bieber (...) annonce la perte de 200 000 nouveaux emplois* » (9). ■

Winfried WOLF,
Francfort, février 1986.

---

4. *Handelsblatt*, 6 janvier 1986.

5. Destinées à refaire le retard technologique de GM vis-à-vis des constructeurs japonais, le projet de l'usine Saturn ne vise plus seulement à automatiser des éléments discontinus du processus de fabrication, mais à progresser sur la voie du pilotage automatique de la totalité de ce processus.

6. *Business Week*, New York, 13 janvier 1986, et *Newsweek*, New York, 17 juin 1985.

7. *Business Week*, 13 janvier 1986.

8. *Newsweek*, 17 juin 1985.

9. *Süddeutsche Zeitung*, 28 juin 1985.

CHINE

Réhabilitation partielle de Léon Trotsky par des écrivains chinois

RÉCEMMENT, Li Xiangrong, membre du Parti communiste chinois (PCC), a publié un ouvrage intitulé *Biographie critique de Trotsky*, commandité par l'Institut de recherches sur l'histoire mondiale, dépendant de l'Académie des sciences de la République populaire de Chine. Aucun exemplaire de cet ouvrage n'est encore parvenu en Occident.

Mais un autre membre important du PCC, Zhu Tingguan, vient de publier dans le numéro 7 de la revue *Shijie Lishi* (Histoire mondiale), de 1985, un article consacré à l'ouvrage mentionné, sous le titre « Mon opinion sur l'évaluation critique de personnalités de l'histoire mondiale. » Cet article paraît en ouverture (pages 1 à 12) dans ce numéro de la revue, qui est parvenu en Europe, aux Etats-Unis et à Hong-Kong. Il constitue une réhabilitation pénale complète de Léon Trotsky par rapport aux « crimes » dont l'affublait l'historiographie stalinienne ainsi qu'une réhabilitation politique partielle du fondateur de notre mouvement.

Comme les auteurs du livre et de l'article ne sont pas des personnages obscurs mais des cadres importants du PCC, et que ces publications se placent dans un contexte bien plus large d'examen critique de tout le passé du mouvement communiste international, ainsi que de la levée d'interdits sur des publications de textes, cette réhabilitation correspond sans aucun doute à l'avis d'au moins une partie de la direction du PCC, sinon de sa direction tout entière.

Nous publions ci-après une analyse de ces documents, ainsi que, dans les pages suivantes, une traduction de l'article paru dans la revue *Shijie Lishi*.

Ernest MANDEL

L'article de Zhu Tingguan, d'après la traduction qui est reproduite dans les pages suivantes, et le livre de Li Xiangrong, d'après le témoignage de lecteurs chinois qui sont pour le moment notre seule référence, rejettent catégoriquement les accusations des procès de Moscou contre Léon Trotsky et ses compagnons, selon lesquelles ils ont été des espions, des agents, des renégats contre-révolutionnaires, ou même des instruments objectifs de l'impérialisme et de la contre-révolution. Ils condamnent son assassinat comme tel, c'est-à-dire comme un meurtre et en attribuent implicitement la responsabilité à ses « persécuteurs », c'est-à-dire à Staline et à ses complices. Ils rejettent tout aussi catégoriquement la version du rôle de Trotsky dans le mouvement ouvrier russe et international, dans la révolution russe de 1905 et celle de 1917, ainsi que dans la construction de l'Etat soviétique, qui est contenue dans l'*Histoire du Parti communiste (bolchevik) d'URSS - Bref précis (Kratky Kurs)*, officiellement adoptée par le Comité central du Parti communiste d'Union soviétique (PCUS) en 1938. Ce livre a été la bible stalinienne internationale concernant Trotsky et le trotskysme pendant plus de deux décennies. Il a inspiré les maoïstes en Chine et ailleurs jusque tard dans les années 1970. Il est maintenant jugé avec mépris comme une falsification pure et simple de l'histoire.

En opposition totale avec cette falsification, les écrits des membres du PCC auxquels nous nous référons caractérisent Léon Trotsky comme l'un des principaux dirigeants du PCUS, qui a préparé et initié l'insurrection de Pétrograd au cours de la révolution d'Octobre, qui a ensuite fondé l'armée rouge et qui a assuré sa victoire au cours de la guerre civile grâce à une orientation stratégique correcte.

La publication de ces écrits constitue donc un événement politique important pour tout le mouvement ouvrier et révolutionnaire international. Pour la première fois en effet, un parti communiste au pouvoir — de plus, le parti communiste ayant le plus grand nombre de membres du monde entier — va beaucoup plus loin que le rapport de Nikita Khrouchtchev au 20e congrès du PCUS, mis à part le cas spécial de la Ligue des communistes de Yougoslavie. Ainsi, il ne se contente plus seulement de mettre au pilori en termes généraux les crimes de Staline contre des communistes. Il réhabilite ses victimes les plus éminentes. Ce que Khrouchtchev n'a pas osé ou n'a pas pu faire, malgré les promesses implicites avancées aux 20e et 22e congrès du PCUS, des dirigeants communistes chinois le font aujourd'hui. Trotsky, Boukharine, Zinoviev et leurs camarades sont de nouveau présentés comme d'authentiques communistes. Le conflit entre la fraction stalinienne et les autres fractions au sein du PCUS et de l'Internationale communiste est présenté comme un conflit au sein du parti et non comme un conflit avec l'ennemi et/ou ses agents. Tout le sang qu'a fait couler la fraction stalinienne — un million de communistes assassinés ! — et toute la boue déversée sur ses victimes perdent ainsi toute légitimité, toute justification de classe.

UNE RÉHABILITATION PARTIELLE DE LÉON TROTSKY

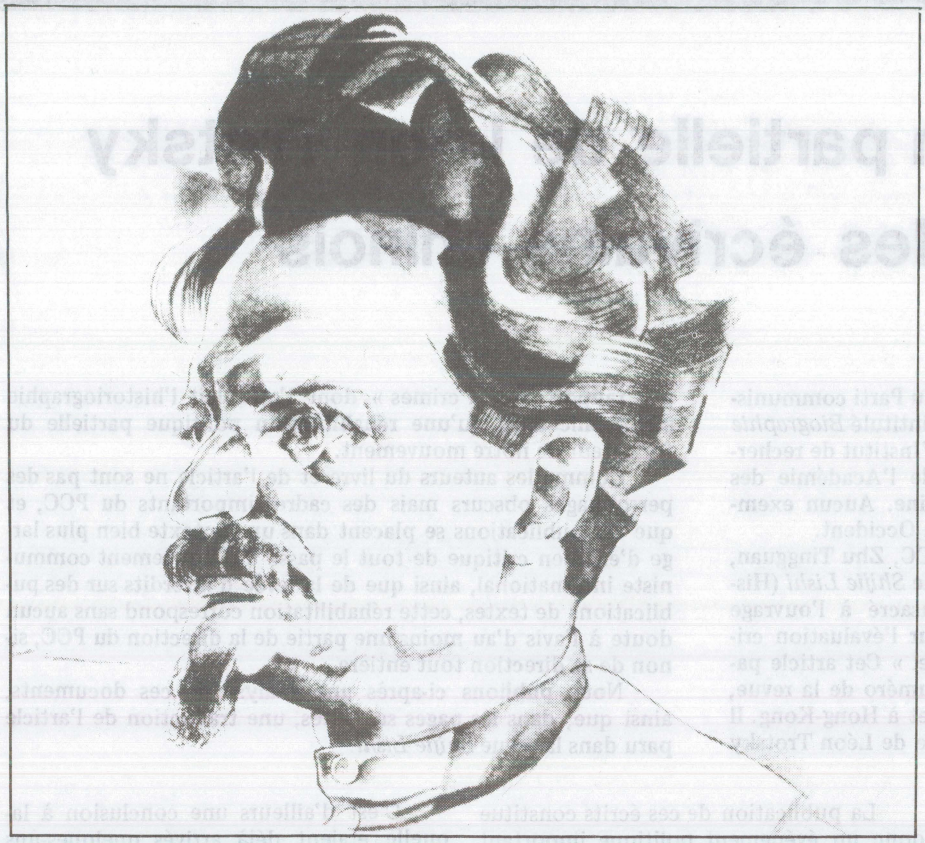
Bien que Zhu Tingguan ne le reconnaisse pas explicitement, la conclusion est inévitable : la répression massive et barbare exercée par Staline contre ses adversaires politiques au sein du mouvement communiste fut criminelle (1). Elle a porté un coup terrible aux intérêts du communisme, des masses laborieuses en URSS et du prolétariat mondial.

C'est d'ailleurs une conclusion à laquelle étaient déjà arrivés quelques-uns des dirigeants et idéologues de l'eurocommunisme et de partis communistes comme celui du Mexique, qui, du moins sur ce point, avaient rejoint les eurocommunistes.

La formule « conflit au sein du parti » pour désigner le contenu de la lutte politique entre la fraction stalinienne, la fraction trotskyste — puis l'Opposition de gauche unifiée Trotsky-Zinoviev — et la fraction boukharinienne, n'est pas fortuite. Elle fait référence à deux articles célèbres de Mao Tsetoung, « De l'expérience historique de la dictature du prolétariat » et « De la solution des contradictions au sein du peuple », rédigés au lendemain du rapport Khrouchtchev au 20e congrès du PCUS. Dans ces articles, Mao avait donné un jugement implicitement favorable à la dénonciation des méthodes staliniennes. Dans la même veine, il s'était d'ailleurs violemment opposé à l'intervention de l'armée soviétique en Pologne, lorsque Gomulka revint au pouvoir en octobre 1956.

Plus tard, il a changé d'avis et réhabilité Staline. Etait-ce sous l'impact de la révolution hongroise ? Etait-ce sous l'influence de l'explosion d'opinions critiques et oppositionnelles en Chine même, lors de l'expérience des « Cents fleurs » en 1957 ? Etait-ce en fonction des besoins de sa lutte fractionnelle au sein du PCC ? Cela déborderait le cadre de cet article que d'analyser plus en profondeur les étapes et les ressorts de ce revirement. Toujours est-il que la défense de Staline a profondément marqué le maoïsme pen-

1. Il semble d'ailleurs que Li Xiangrong soit plus explicite sur ce point dans son livre en qualifiant l'assassinat de Trotsky de « *crime immonde* ». Mais cela reste bien entendu à vérifier dès que son livre nous parviendra.



Léon Trotsky. (DR)

dant deux décennies, de 1957 à 1977. La position défendue à présent par Li Xiangrong et Zhu Tingguan constitue pour le moins un retour à l'attitude initiale de Mao à l'égard des révélations de Khrouchtchev. Elle les déborde d'ailleurs largement.

Non seulement la dénonciation du culte de la personnalité de Staline est vigoureusement approuvée, mais du point de vue méthodologique, deux principes sont rétablis, qui furent récusés par le stalinisme, et qui se situent pourtant au cœur même du marxisme.

Tout d'abord, les auteurs chinois insistent sur la primauté de la vérité historique sur toute considération d'Etat, de raison de parti ou de realpolitik. Ils rappellent qu'il faut « combattre la superstition », « libérer la pensée », vérifier rigoureusement les faits, pour pouvoir se prononcer en connaissance de cause sur Trotsky, Staline, les problèmes posés par la construction du socialisme, etc. En d'autres termes, ils nous renvoyent à ce principe de base maintes fois énoncé par Marx et Engels, selon lequel seule la vérité est révolutionnaire. Du point de vue marxiste, c'est un véritable non sens que de vouloir défendre la révolution en supprimant ou en falsifiant la vérité historique.

Ensuite, les auteurs chinois se réfèrent explicitement au caractère international de la révolution et de l'expérience révolutionnaire. L'expérience des débats qui eurent cours au sein du PCUS pendant les années 1920 n'est pas un pur phénomène littéraire, une masse de documents historiques qu'il faut classer et étudier comme des documents d'archives. Elle est une source d'enseignements politiques pour tous les pays, tous les partis, pour tous les dirigeants, cadres et militants, confrontés aujourd'hui à des problèmes de survie de la révolution au sein d'un environnement capitaliste hostile, à des rapports de classe particuliers du fait du sous-développement relatif de leurs pays, aux problèmes de rythmes et de formes de construction de la société sans classes. L'étude rigoureusement scientifique de cette expérience est donc indispensable pour mieux armer le mouvement communiste pour résoudre les problèmes auxquels il est aujourd'hui confronté.

Pour toutes ces raisons, il faut saluer la réhabilitation politique partielle de Trotsky par des dirigeants du PC chinois comme un événement de grande portée, dans la continuité du rapport Khrouchtchev au 20e congrès du PCUS. Malgré toutes les réserves et toutes les critiques que nous pouvons formuler à l'égard des limites et des contradictions de cette réhabilitation — malgré notre jugement d'ensemble sur la nature politique et sociale de la bureaucratie chinoise d'aujourd'hui, que nous ne modifions pas d'un iota —, il est évident que de telles prises de position favorisent grandement le développement de la pensée critique de tous ceux qui se réfèrent au communisme, à la révolution russe et à la révolution chinoise.

Tout coup porté à l'obscurantisme, à la falsification de l'histoire, au mensonge, à la calomnie, toute récusation explicite des méthodes de violence et de terreur pour trancher les différends au sein du mouvement ouvrier, constituent objectivement un pas en avant pour libérer le mouvement ouvrier de la gangue bureaucratique qui bloque le chemin vers la victoire mondiale du socialisme. Que ces coups soient plus nécessaires que jamais par les temps qui courent, les expériences tragiques de Grenade et du Yemen du Sud, pour ne citer que ces cas récents les plus clairs, suffisent pour justifier cette thèse programmatique de notre mouvement.

UN CONTEXTE PLUS LARGE

La parution du livre *Biographie critique de Trotsky* et le commentaire favorable que lui consacre la revue *Shijie Lishi* (Histoire mondiale) ne sont pas des faits isolés. Depuis 1978 s'est produite, en République populaire de Chine, une ouverture limitée en matière de pluralisme littéraire et idéologique, qui élargit la marge des publications tolérées sans établir pour autant une liberté intégrale ni supprimer la censure. Des auteurs critiques chinois — notamment ceux du Nouveau mouvement démocratique — restent victimes d'interdits et réprimés ; certains d'entre eux croupissent en prison. Les possibilités de débats publics demeurent très limités, mais elles sont tout de même plus larges qu'à l'époque de la révolution culturelle ou qu'au cours de la première décennie qui a suivi la victoire de la révolution socialiste chinoise en 1949.

Depuis la « libéralisation » entamée par Deng Xiaoping, un certain nombre d'auteurs frappés d'interdit en URSS et dans la plupart des autres Etats ouvriers — avec une fois de plus l'exception honorable de la Yougoslavie — commencent à être publiés en Chine, fût-ce sur une échelle restreinte. Contrairement aux périodes de « libéralisation » en URSS (période de Khrouchtchev), en République socialiste tchécoslovaque (1968-1969), en Pologne (1980-1981), partiellement en Hongrie, cette ouverture ne concerne pas seulement des romanciers, des savants et des idéologues bourgeois et petits bourgeois, mais aussi des auteurs marxistes ou anarchistes jugés non conformistes et à la gauche des PC officiels. Ainsi, des ouvrages particuliers de Bakounine, de Boukharine, de Kropotkine, de Rosa Luxemburg, de Kardelj, toujours interdits en URSS, sont parus en République populaire de Chine.

Cette levée des interdits concerne également des ouvrages d'auteurs associés avec le courant trotskyste, ainsi que des ouvrages de Léon Trotsky lui-même. Ont été notamment publiés en Chine : de Trotsky, *Ma vie*, *Journal d'exil*, *Bilan et perspectives* ; il semble que *la Révolution permanente* soit en voie de publication ; d'Isaac Deutcher, la biographie de Staline ; de Pierre Frank, l'*Histoire de la IVe Internationale* ; d'Ernest Mandel, le *Traité d'économie marxiste*, le *Troisième âge du capitalisme*, *Critique de l'eurocommunisme* publié à 6 000 exemplaires et comportant un commentaire favorable imprimé en couverture, *Théories sur la société de transition* (réunissant « L'économie politique de la période de transition » et « De la bureaucratie ») publié à 10 000 exemplaires.

Cette ouverture limitée se place dans le contexte politique de l'orientation d'ensemble de Deng Xiaoping. La politi-

que de modernisation et de croissance économique accélérées implique un rapprochement avec l'intelligentsia réprimée pendant la révolution culturelle et un renforcement des couches technocratiques de la bureaucratie, ainsi que des courants « scientifiques ». Il est impossible de réaliser un tel rapprochement et de réussir la politique de modernisation sans élargir les marges de discussion et de débats, et donc la variété des publications.

D'une manière plus générale, depuis la rupture avec la « bande des quatre » et le maoïsme orthodoxe, la direction du PC chinois est confrontée à un sérieux problème d'identité historique (2). Elle ne se considère plus ni comme maoïste ni comme stalinienne, mais seulement comme marxiste. Entre Marx et la réalité contemporaine, il y a manifestement un vide qu'elle cherche à combler tant bien que mal par un examen critique, mais assez objectif, des apports au marxisme non seulement de Lénine, mais encore de Boukharine, de Rosa Luxemburg, de Gramsci, de Mao, des principaux théoriciens yougoslaves. Trotsky n'est plus exclu a priori de ces références possibles. Il est explicitement mentionné dans ce contexte par Su Shaozhi, directeur de l'Institut du marxisme-léninisme-pensée de Mao Zedong de l'Académie des sciences sociales de la RP de Chine, et, semble-t-il, membre du comité central du PCC, qui déclarait : « *La découverte et la publication d'une énorme masse de littérature et d'autres données concernant l'histoire du mouvement communiste international — notamment la publication des parties auparavant supprimées des* Oeuvres *de Lénine, des notes du journal rédigées par la secrétaire de Lénine au cours de sa maladie, du* Testament *de Lénine, des mémoires de certaines personnalités célèbres et de leurs lettres à des membres de leurs familles, des compte-rendus originaux relatifs à certains événements importants, de beaucoup de récits historiques non officiels, dont nous devons évidemment vérifier l'authenticité —, nous ont permis de réexaminer beaucoup d'événements importants et de personnalités importantes de l'histoire du mouvement communiste international. Cela implique par exemple un réexamen du "communisme de guerre", de la "nouvelle politique économique", de la "voie d'industrialisation" suivie par Staline et de sa "révolution du haut en bas", de la vérité sur l'amplification de la "lutte contre les contre-révolutionnaires" en URSS, du rôle historique de la IIIe Internationale, des rapports avec Trotsky et la IVe Internationale, des théories de Rosa Luxemburg, de Nikolai Boukharine et de Gramsci. La publication des écrits de Lénine à la veille de sa mort et des matériaux qui y sont relatifs a accru l'intérêt du public à l'égard de sa pensée vers la fin de sa vie. Durant ces années, Lénine a découvert qu'en dépit des grands succès remportés par la cause initiée par la révolution d'Octobre, elle a souffert de bien des défauts et d'insuffisances. C'est pourquoi il a soulevé des questions telles que la démocratisation des organes de la dictature du prolétariat et des soviets, la lutte contre le bureaucratisme et la centralisation excessive, la nécessité de pleinement développer le rôle des coopératives. Staline a dévié de la pensée de Lénine sur toutes ces questions, ce qui a conduit à une sérieuse tragédie pour le parti soviétique et l'Etat, ainsi que pour Staline lui-même.* » (3)

En même temps, ce cours comporte deux dangers pour la fraction bureaucratique au pouvoir : le danger de réactions gauchistes des couches et des courants conservateurs et/ou maoïstes, qui soulignent que de telles ouvertures déclenchent des différenciations qui risquent d'aboutir à des explosions ; le danger de réactions populaires (aussi bien urbaines, ouvrières et étudiantes, que rurales de la part des paysans pauvres) qui s'insurgeraient contre l'inégalité croissante provoquée par la « libéralisation économique ».

Dans ces conditions et dans l'intérêt de la bureaucratie, l'ouverture vers la liberté de discussion, de publication et d'opinion reste donc limitée. Deng Xiaoping applique adroitement le vieil adage « Garde-toi à gauche, garde-toi à droite », mais, en même temps, surtout dans un pays comme la Chine, il est impossible que l'appareil central contrôle tout. De ce fait, l'ouverture limitée suit aussi sa logique propre, partiellement autonome des intentions non toujours clairement exprimées des dirigeants suprêmes.

La réhabilitation de Boukharine avait « *dénoué les nœuds* » qui enserrèrent l'étude objective de l'histoire du PCUS en RP de Chine. Mais la réhabilitation de Boukharine conduit-elle logiquement et inévitablement à celle de Trotsky ? Les cadres du PC chinois hésitent. Ils ne semblent pas avoir reçu d'instructions précises à ce sujet. De là le style quelquefois obscur, les formules embarrassées sinon carrément contradictoires qu'on retrouve dans l'article de Zhu Tingguan.

C'est d'autant plus le cas que la question de Trotsky, tout en étant moins explosive en RP de Chine qu'en URSS pour la bureaucratie dans son ensemble, n'en entraîne pas moins des conséquences pour l'appréciation du passé du PC chinois lui-même, de toute son histoire du moins jusque dans les années 1950, jusqu'à l'épisode des « Cent fleurs », sinon plus tard.

Comme Zhu Tingguan le rappelle lui-même, Chen Duxiu avait rapidement rejoint Trotsky et l'Opposition de gauche chinoise et internationale après leur exclusion de l'Internationale communiste. Or, Chen Duxiu est une personnalité centrale de l'histoire du PC chinois, une des principales personnalités de toute l'histoire de la Chine du 20e siècle. C'est lui qui a introduit le marxisme en Chine ; il fut en quelque sorte le Plekhanov chinois. Il fut un avocat passionné de l'assimilation de la culture occidentale par la Chine, culture dont il considérait le marxisme comme l'aboutissement logique. Dans ce sens, il peut être considéré comme un « ancêtre » de Deng Xiaoping dans le grand combat qui oppose des « occidentalistes » aux « traditionnalistes » au sein de l'intelligentsia progressiste chinoise tout au long du 20e siècle.

Mais Chen Duxiu fut plus qu'un théoricien. Il fut d'abord le véritable fondateur du mouvement ouvrier chinois, puis du Parti communiste chinois ensuite, dont il fut le secrétaire général pendant huit ans. Il est impossible de traiter de Trotsky et du trotskysme en Chine sans traiter en même temps de Chen Duxiu et du trotskysme chinois. Et il est impossible d'effectuer une évaluation objective de Chen Duxiu — ainsi que de Staline, de Boukharine et de Trotsky — sans un jugement critique de la seconde révolution chinoise de 1925-1927, du cours imposé par l'Internationale communiste au PC

2. Les membres de la « bande des quatre », parmi lesquels la propre veuve de Mao, Jiang Qing, ont été traduits en procès au début des années 1980 dans le cadre du processus de réévaluation du rôle et de la pensée de Mao qu'a connu le Parti communiste chinois à cette époque.

3. Su Shaozhi, *Développer le marxisme dans les conditions contemporaines*, publié en commémoration du centenaire de la mort de Karl Marx et traduit dans *Marxism in China*, préface de Ken Coates, éditions The Spokesman, Nottingham, 1983.

Malgré la démaoïsation, le portrait du président Mao est toujours accroché sur la place Tien An Men. (DR).

chinois pendant cette révolution, et des responsabilités exactes pour la défaite d'avril 1927 à Shanghaï.

Il s'agit d'une matière explosive pour la direction du PCC. Certes, la fraction Deng, tout en se présentant dans la continuité générale de Mao, n'est pas nécessairement incapable d'assumer cet examen critique de la seconde révolution chinoise ; la future fraction maoïste n'était pas directement impliquée dans les événements qui ont conduit au désastre d'avril 1927. Il est d'ailleurs significatif que si l'article de Zhu Tingguan continue d'accuser Chen Duxiu d'avoir constitué une « *clique liquidationniste opposée à la juste ligne de lutte armée défendue par Mao Zedong* », cette accusation se rapporte aux débats concernant la période postérieure aux événements de 1927 et non à ces évéments eux-mêmes. Le même article abandonne l'accusation longtemps dirigée contre les trotskystes chinois d'avoir été des agents du Guomindang, voire des espions de l'impérialisme japonais. Des cadres du PCC rejettent aujourd'hui explicitement cette accusation dirigée contre Chen Duxiu, l'attribuant à Kang Sheng, à une époque adversaire fractionnel de Mao, plus tard grand inquisiteur durant la Révolution culturelle, mort en 1975 et exclu du Parti de manière posthume par les dirigeants actuels.

En outre, deux ouvrages rédigés par de vieux trotskystes chinois ont également été publiés en RP de Chine, certes dans un tirage et avec une diffusion fort limités : les *Mémoires* de Zheng Chaolin et les *Mémoires d'un révolutionnaire* de Wang Fanxi. Il y a donc aussi une réhabilitation partielle des trotskystes chinois impliquée par les récentes prises de position sur la question de Trotsky.

Finalement, il ne faut pas négliger une dimension internationale de tout ce processus, celle des rapports entre Pékin et Moscou. L'équipe Deng Xiaoping est engagée dans des négociations délicates, de longue haleine, avec les dirigeants de la bureaucratie soviétique. La question de Trotsky se place aussi dans ce contexte-là.

Des démarches de réhabilitation limitée de Trotsky et des vieux bolcheviks sont des moyens de pression discrets sur le Kremlin, lui rappelant qu'avec les ressources dont elle dispose, la bureaucratie chinoise pourrait causer bien des ennuis à l'équipe Gorbatchev, pour autant que celle-ci n'en revienne pas à la politique de Khrouchtchev en ce domaine, ce que, contrairement à l'attente d'aucuns, elle n'a pas fait au 27e congrès du PCUS qui s'est tenu récemment.

Mais, par ailleurs, une réhabilitation pleine et entière de Trotsky, la publication de l'essentiel de ses œuvres et de celles de ses principaux compagnons, constituerait aux yeux de Pékin un obstacle majeur sur la voie de la normalisation de ses rapports avec Moscou. D'où, de nouveau, la solution intermédiaire qui a été choisie.

LES CONTRADICTIONS D'UNE RÉHABILITATION PARTIELLE

L'article de Zhu Tingguan révèle une fois de plus les contradictions inévitables auxquelles aboutit toute tentative de retourner des calomnies staliniennes vers les positions anti-trotskystes proto-staliniennes qui avaient cours en URSS dans les années 1923-1927, sous l'impulsion de Zinoviev et de Radek d'abord, puis sous celle de Boukharine et de Rykov.

On affirme qu'il faut se baser sur des documents et des preuves historiques rigoureusement vérifiées d'un point de vue scientifique pour juger Trotsky et Staline. Mais on continue à reprocher à Trotsky de s'être opposé à la construction du socialisme en URSS, sans se référer aux nombreux documents rédigés par lui, seul ou en association avec ses amis politiques entre 1923 et 1928, et desquels il ressort au-delà de tout doute qu'il avait été le principal partisan — et, avec ses amis, le principal artisan — de la modernisation et de l'industrialisation accélérée du pays. Le différend avec les fractions de Staline et de Boukharine dans le PCUS ne portait pas sur la nécessité de cette construction mais sur son rythme, sur ses formes les plus adéquates et sur son aboutissement à moyen terme. Partisan résolu du début et même de l'accélération de la construction du socialisme en URSS, adversaire résolu de toute capitulation devant la bourgeoisie internationale et toutes les tendances pro-capitalistes en URSS, Trotsky défendait en même temps la thèse marxiste classique selon laquelle ce processus n'allait pas aboutir à l'avènement d'une société sans classes dans le cadre national étroit de la seule Russie. Il ne pouvait atteindre ce résultat qu'à l'échelle internationale.

En d'autres termes, le débat n'opposait pas partisans et adversaires de la construction du socialisme en URSS. Il opposait partisans et adversaires de la thèse révisionniste selon laquelle la construction du socialisme pouvait être parachevée dans un seul pays. Ce débat en impliquait d'ailleurs un autre, celui de la définition du socialisme.

Le socialisme est-il simplement la suppression de la propriété privée des moyens de production ? Cette définition révisionniste s'oppose à toute la tradition marxiste, pour laquelle la suppression de la propriété privée des moyens de production n'est qu'une des caractéristiques — nécessaire mais insuffisante — pour l'avènement du socialisme, première phase de la société communiste. Celui-ci se caractérise en outre par la disparition de la division de la société en classes, par le dépérissement de l'Etat, par le dépérissement de la production marchande et de l'inégalité sociale, notamment en matière d'accès effectif aux moyens de production et aux moyens de subsistance, donc du caractère aliéné et aliénant du travail.

Ces deux débats demeurent d'une actualité brûlante. Il est impossible de les traiter de manière un tant soit peu responsable sans la publication de tous les documents importants de l'époque en question et de l'époque postérieure qui y ont trait. Si Zhu Tingguan prend au sérieux l'importance qu'il accorde lui-même à la vérification des sources historiques, il devrait prôner la publication en Chine de tous les documents, à commencer par la « Plate-forme de l'opposition de gauche unifiée », *Cours nouveau* et *Vers le capitalisme ou vers le socialisme* de Léon Trotsky ; *la Nouvelle économique* de Préobrajensky ; *les Dangers professionnels du pouvoir* de Racovsky ; les principaux discours et articles de Zinoviev, de Kamenev et de leurs camarades sur la question du socialisme dans un seul pays ; les principaux articles et discours de Boukharine, de Rykov, de Tomsky, de Jakovlev et d'autres qui répondent à l'Opposition ; les principaux ouvrages concernant les luttes ouvrières (y compris les grèves) et la différenciation de la paysannerie en URSS entre 1923 et 1929-1932, parus dans le pays même et à l'étranger.

Zhu Tingguan affirme que Trotsky « *a dégénéré en exilé antisoviétique* » après 1928. Mais il reconnaît en même temps que Staline avait « *excessivement élargi l'ampleur de la lutte au sein du parti* ». Ce faisant, il en dit à la fois trop et trop peu. Oui ou non, cet « *élargissement*

Deng Xiaoping (à gauche) avec Hua Guofeng. (DR)

Manifestation sur la place Tien An Men, le 6 mars 1978. (DR)

de la lutte au sein du parti » a-t-il impliqué l'emploi de méthodes de répression inadmissibles contre l'Opposition, jamais utilisées à l'époque de Lénine, et ce longtemps avant les purges sanglantes de 1936-1938, c'est-à-dire dès 1924 ? Oui ou non Trotsky, sa femme et son fils ont-ils été exilés d'URSS contre leur volonté et malgré leurs protestations véhémentes, par Staline et ses acolytes ? Comment lui reprocher dans ces conditions son exil, pour lequel il ne porte aucune responsabilité ? Comment le caractériser comme « antisoviétique » sans préciser quelles étaient les positions analytiques et politiques sur la nature de l'URSS qu'il a défendues après 1928, sans préciser notamment qu'il est resté partisan résolu de la défense militaire de l'URSS contre l'impérialisme jusqu'à la fin de ses jours, sans publier tous ses écrits sur l'URSS, à commencer par *la Révolution trahie*, *la IVe Internationale et l'URSS* et *Défense du marxisme* ?

Pour les mêmes raisons, l'accusation d'« *activités fractionnelles antiparti* » dirigées par Trotsky, ainsi que l'accusation selon laquelle il aurait « *scissionné le mouvement communiste* » russe et international perdent toute signification. Fallait-il capituler devant la répression et les crimes de Staline, crimes non seulement à l'égard des oppositionnels mais de tous les communistes, de tout le prolétariat russe et international ? Telle est la véritable question ! Rappelons que ni Trotsky ni l'Opposition n'ont jamais refusé de reconnaître la discipline du parti et de l'Internationale communiste avant leur exclusion, qu'ils n'ont jamais refusé d'appliquer les décisions majoritaires des congrès et des comités centraux du parti.

La seule chose qu'ils ont demandée, c'était le droit de défendre leurs opinions au sein du parti, droit qui allait de soi à l'époque de Lénine. Lorsque le 10e congrès du PCUS a interdit les fractions — non comme position de principe mais comme mesure temporaire —, Lénine y ajoutait immédiatement la promesse faite à l'Opposition ouvrière de l'époque de publier à 250 000 exemplaires (c'est-à-dire pour tous les membres du parti !) les documents de cette Opposition. Staline, au contraire, refusait d'imprimer la « Plateforme de l'Opposition » avant le 15e congrès de 1927. L'Opposition était donc bien obligée de l'imprimer elle-même, pour faire respecter le centralisme démocratique. Il s'agissait d'une lutte pour un retour aux normes léninistes d'organisation, non d'un fractionnisme inadmissible.

Ce que Trotsky et l'Opposition ne pouvaient admettre, c'était l'exigence non de respecter la discipline, mais de proclamer qu'ils s'étaient trompés, alors que cela ne correspondait en aucune manière à leurs convictions. Cette innovation organisationnelle et politique d'obliger les membres du parti à prendre position contre leurs convictions au sein du parti ne pouvait conduire qu'à la duplicité, à la destruction des cadres, au monolithisme bureaucratique, à l'obscurantisme et à la démoralisation de tout le parti. C'est ce qui est arrivé. Trotsky avait mille fois raison de s'opposer à ce principe stalinien totalement étranger à l'esprit et à la pratique de Marx et de Lénine.

Les communistes chinois se trouvent d'ailleurs dans une position des plus inconfortables à ce propos. Car Staline et Khrouchtchev avaient maintes fois exigé d'eux — à commencer par Mao Zedong lui-même — le même genre de capitulation. Il est tout à leur honneur qu'ils l'aient refusée, sans quoi d'ailleurs il n'y aurait pas eu de victoire de la révolution chinoise en 1949. De ce fait, la bureaucratie soviétique a eu recours à la répression et à la pression économique et militaire contre la République populaire de Chine. Dans cette « lutte fractionnelle », le PC chinois a eu 100 % raison de s'opposer à cette pression. Nous étions et nous sommes totalement de son côté sur ce sujet.

Mais n'a-t-il pas, par là-même, contribué lui aussi à « diviser le mouvement communiste international » ? La responsabilité de telles divisions n'incombe-t-elle pas à ceux qui appliquent des exclusives plutôt qu'à ceux qui se défendent contre de telles pratiques inadmissibles ? Pourquoi la résistance du PC chinois serait-elle légitime, malgré les « divisions » qu'elle a élargies, et celle de Trotsky aurait-elle été illégitime du seul fait des « divisions » et du « fractionnisme » ?

Les dirigeants du PCC n'ont-ils pas longtemps mené une campagne de propagande et d'agitation « antisoviétique » bien plus virulente que celle de Trotsky, accusant le gouvernement et l'Etat soviétiques d'« impérialisme » et même de « fascisme », mettant son « expansionnisme » au même niveau que celui de l'impérialisme américain, parlant pêle-mêle des deux « superpuissances », voire de l'URSS comme la superpuissance la plus agressive et la plus dangereuse, outrances que Trotsky n'a jamais utilisées ? Même si les actuels dirigeants du PCC récusent ces outrances, seraient-ils prêts à accuser Mao Zedong d'« agitation antisoviétique » et de « division du mouvement communiste international » ? De quel droit adressent-ils, dès lors, ces mêmes accusations à Trotsky ?

A la lumière du matérialisme historique se pose enfin une question plus fondamentale. « L'élargissement excessif » de la lutte au sein du parti et de la répression en URSS n'a pas concerné seulement des tendances oppositionnelles limitées en nombre, bien que comptant des dizaines de milliers de communistes. Elle a concerné des couches entières de la société soviétique. Elle a entraîné des modifications structurelles de l'Etat et d'une partie des rapports de production. Les directeurs d'entreprise ont été proclamés seuls maîtres à bord, par l'application du principe de la « direction unique ». Les ouvriers et les syndicats ont perdu tout droit de contrôle effectif sur la gestion économique. Le droit de grève a été supprimé. Une des législations du travail les plus répressives du monde a été instaurée pendant plus de 15 ans. Une répression sanglante a été déclenchée contre les ouvriers et les paysans. En même temps, la bureaucratie a été dotée d'énormes privilèges matériels, qui restent toujours en vigueur.

Manifestement, ces transformations politiques et sociales profondes ne peuvent être expliquées seulement ou même principalement par des phénomènes superstructurels tels que le culte de la personnalité de Staline ou la tendance excessive de Staline à la répression. Ces transformations signalent une véritable contre-révolution.

Contrairement à la thèse maoïste de jadis, les dirigeants chinois d'aujourd'hui sont d'accord avec Trotsky et la IVe Internationale pour conclure qu'il ne s'agissait pas d'une restauration du capitalisme, c'est-à-dire d'une contre-révolution sociale, mais il s'agissait dès lors pour le moins d'une contre-révolution politique, c'est-à-dire d'un Thermidor soviétique.

Si on n'admet pas au moins cette hypothèse — explicitement considérée comme possible dès 1922 par Lénine —, on se condamne à reculer du matérialisme historique à l'idéalisme historique pour expliquer l'évolution de l'URSS depuis les années 1920. Mais si on admet l'avènement d'un Thermidor soviétique, alors la lutte de Trotsky contre ce Thermidor, loin d'avoir péché par fractionnisme, était un devoir élémentaire de révolutionnaire prolétarien, une lutte indispensable pour défendre les intérêts immédiats et historiques du prolétariat.

Et lorsque Zhu Tingguan affirme que « *de telles méthodes de lutte* (employées par Trotsky) *ne sont pas normales dans un pays sous direction prolétarienne* », c'est-à-dire sous la dictature du prolétariat, il évacue le fond du problème : c'est que l'URSS de 1923 ou de 1927, pour ne pas dire celle de la dictature stalinienne, n'était justement plus un pays où régnait la direction prolétarienne, la dictature du prolétariat normale, mais bien une dictature du prolétariat, une direction prolétarienne à forte déformation bureaucratique, pour citer encore une fois une formule de Lénine lui-même. Les formes de lutte employées par Trotsky dans l'intérêt du prolétariat correspondirent à cette nature précise du pouvoir thermidorien en URSS.

Les contradictions des positions des dirigeants chinois sur la question de Trotsky sont difficiles à résoudre si on ne pose pas de manière critique et scientifique la question de la bureaucratie. Or, la question de la bureaucratie renvoye à la Chine tout autant qu'à l'URSS. Voilà la base objective, sociale, des insuffisances des prises de position de Li Xiangrong et de Zhu Tingguan. Mais cela ne diminue en rien l'importance de ces prises de position. Elles représentent une contribution constructive au combat des communistes pour le rétablissement de la vérité historique. Ce combat est indispensable à l'assainissement de la situation politique au sein de tous les Etats ouvriers, indispensable à la lutte pour la démocratie socialiste, indispensable pour l'élimination de tous les obstacles bureaucratiques sur la voie de la construction du socialisme et de la révolution mondiale. ■

Ernest MANDEL,
31 mars 1986.

A propos de la "Biographie critique de Trotsky"

NOUS publions ci-dessous une traduction de la partie de l'article de Zhu Tingguan, paru dans le numéro 7 de la revue *Shijie Lishi* (Histoire mondiale) qui se rapporte à Trotsky. Les passages entre parenthèses constituent des variantes de traduction. Quelques phrases n'ont pas été traduites, car elles nous paraissaient incompréhensibles ; elles sont indiquées par le signe (...). Les intertitres sont de la rédaction. ■

ZHU TINGGUAN

La *Biographie critique de Trotsky* est la deuxième étude d'une personnalité historique faite par le camarade Li Xiangrong. Sa première était la *Biographie critique de Bakounine*, publiée en 1982. (...)

Evaluer Trotsky, voilà une entreprise audacieuse, car Trotsky occupe une position difficile dans le domaine de l'investigation de l'histoire mondiale. Maintenant que nous avons critiqué le culte de la personnalité de Staline, et que nous avons en particulier compris les erreurs que Staline a commises en élargissant de manière excessive la lutte au sein du parti et « l'épuration de contre-révolutionnaires », ce ne serait pas conforme au point de vue scientifique du matérialisme historique que de continuer à défendre, sans le moindre amendement, l'évaluation faite de Trotsky en Union soviétique dans les années 1930. Car cette évaluation ne correspond pas aux faits (n'est pas conforme à la réalité).

Cependant, il n'est pas facile d'évaluer objectivement une personnalité aussi complexe que Trotsky. Une pré-condition pour une telle évaluation serait le rassemblement de matériaux historiques adéquats. L'Union soviétique n'a pas publié de matériaux suffisants pour servir de base à une telle étude. Certains documents historiques ont été réunis dans des pays occidentaux, y compris les archives personnelles de Trotsky. Divers faits historiques ont été avancés ou cités dans de nombreux ouvrages. Certains de ces matériaux sont valables. D'autres doivent encore être vérifiés pour établir s'ils sont dignes de confiance et s'ils n'ont pas été cités de manière unilatérale.

Lorsque les matériaux historiques ont été rassemblés, le pas suivant consiste en leur analyse historique concrète et objective. Cela réclame (de l'analyste) qu'il se place dans un cadre historique plus large. En rédigeant une biographie de Trotsky, il ne suffit pas d'analyser ses paroles et ses actions individuelles. Elles doivent être placées dans le contexte plus large de groupes de personnes et d'événements historiques. Par exemple : comment juger la fraction trotskyste et l'alliance entre Trotsky et Zinoviev ? Trotsky doit aussi être considéré dans le contexte de ses adversaires, par exemple par rapport à Staline. Trotsky ne peut être jugé de manière isolée de ces autres personnages, fractions et incidents. Et l'étude d'individus ne peut être approfondie sans fixer des limites à l'étude détaillée d'une foule de problèmes historiques. Si l'on ignore cette dernière nécessité, aucune étude d'une personnalité particulière ne pourrait jamais être achevée.

POURQUOI RÉÉVALUER LE ROLE DE TROTSKY ?

Même s'il est vrai que dans le passé l'évaluation de Trotsky ne correspondait pas aux faits historiques (à la vérité historique), cela n'implique pas qu'on puisse simplement conclure que, parce que Staline a commis de sérieuses erreurs, l'évaluation de Trotsky était d'office sérieusement erronée. Encore moins peut-on conclure que, parce que Trotsky ne peut pas être condamné sans réserves (sans ambiguité), il faut automatiquement réévaluer le jugement que Staline avait formulé sur lui. Tout jugement doit être fondé sur des faits et des preuves. La théorie ne peut convaincre que si elle est bien fondée. (...)

Pendant toute une période, en Chine, le mot « trotskyste » a presque été synonyme de renégat, ennemi, agent et espion. Il y a des raisons historiques pour lesquelles il en fut ainsi. Pas longtemps après la défaite de la première guerre national-révolutionnaire, les trotskystes chinois se sont liés avec Chen Duxiu, qui défendait une ligne opportuniste de droite et qui avait rompu avec les rangs du PCC pour constituer ce qu'on a appelé la clique liquidationniste Trotsky-Chen, en opposition avec la ligne correcte du PCC et la lutte armée révolutionnaire dirigée (menée) par le Parti. Plus tard, au cours de la guerre de résistance contre le Japon, certains trotskystes chinois, comme Zhuo Xuan (Ye Qing), Zhang Mutao et Liang Ganqiao, ont rejoint des droitiers et agents spéciaux anticommunistes du Guomindang pour engager des activités anticommunistes et saboter le front unique national antijaponais. Si nous réévaluons aujourd'hui Trotsky, cela n'impliquerait-il pas que nous devons aussi réévaluer l'histoire contemporaine de la Chine et les problèmes relatifs à l'histoire du PCC ?

Dans notre pays, cela se rapporte à une matière qui est encore présente dans la mémoire de cadres d'âge moyen et ancien, y compris certains intellectuels actifs dans la sphère de l'enseignement, de la recherche et du journalisme. Pendant une longue période, la plupart de ces personnes ont cru implicitement les proclamations formelles (sur Trotsky et les trotskystes) émanant de l'Union soviéti-

que. Certes, leurs connaissances et leur disposition d'esprit ont fortement changé par rapport à ce qu'elles étaient avant les années 1950. Mais dès qu'on commence à parler d'une réévaluation de Trotsky, il est inévitable que certains s'y opposeront.

Récemment, dans les milieux académiques de notre pays, certains articles et études ont déjà commencé la réévaluation de problèmes par rapport à Trotsky. Bien que tout le monde n'ait pas encore pu se prononcer librement à ce propos, plusieurs opinions différentes ont été formulées. Un livre (tel que celui de Li Xiangrong) provoquera un intérêt certain. Mais il ne se sera pas facile de gagner l'approbation de la grande majorité des lecteurs.

La question de Trotsky est constamment utilisée comme reproche par des gens dans les pays capitalistes qui sont mécontents du système socialiste et du mouvement communiste. Certains d'entre eux sont des dissidents d'Union soviétique. Il y a aussi des disciples de Trotsky actifs dans l'arène politique. Dans certains pays, ils sont actifs sous le drapeau de la IVe Internationale de Trotsky. La question d'une évaluation de Trotsky est aussi liée aux positions différentes qui existent aujourd'hui au sein du mouvement communiste international. En somme, il s'agit d'un problème historique aussi bien que d'un problème académique (de recherche scientifique), qui sont inévitablement liés d'une manière complexe à des problèmes politiques.

Dire que Trotsky doit être réévalué n'implique point que la décision (le jugement final) sur Trotsky doive être automatiquement rejeté. Notre but, c'est de clarifier de manière consciencieuse la vérité sur de nombreux problèmes de l'histoire des premières années de l'Union soviétique, pour que nous puissions mieux en tirer les leçons. Mais, pour ce faire, nous œuvrons encore sous une pression mentale invisible. Ne sommes-nous pas coupables, ne serions-nous pas accusés d'hétérodoxie et de déviation ? De formuler des points de vue entièrement nouveaux et originaux ?

En bref, nous aurons besoin de courage théorique, nous devrons oser chercher la vérité dans les faits, nous devrons défendre la vérité, (...) nous ne devrons pas avoir peur de commettre des erreurs, nous ne devrons pas nous soucier de commentaires sarcastiques. Inutile de dire qu'aucun de nos historiens ne désire commettre des erreurs. Mais il y a probablement encore des craintes de « gauchisme ».

« OSER CHERCHER LA VÉRITÉ DANS LES FAITS »

Dans les circonstances d'aujourd'hui, il est à la fois nécessaire et possible d'effectuer une évaluation scientifique-historique de la vie de Trotsky qui corresponde plus ou moins aux faits historiques (à la vérité historique). Trotsky était une figure plutôt importante de l'histoire des premières années du Parti communiste de l'Union soviétique et de l'Etat soviétique. Dans les premières années après la victoire de la révolution d'Octobre, il était une figure de tout premier rang. L'éliminer simplement de l'histoire, c'est manquer de respect à l'égard de l'histoire. Cela n'aidera pas les révolutionnaires des périodes postérieures à tirer les leçons de l'histoire.

On peut tirer de nombreuses leçons historiques en étudiant la voie que Trotsky a suivie, ses propositions politiques et son point de vue théorique, ses contributions et ses erreurs, son évolution graduelle, de fondateur de l'Etat soviétique à sa dégénérescence en exilé politique anti-soviétique, et son évolution, de dirigeant principal du PCUS en porte-drapeau d'une scission du mouvement communiste international.

Une solution correcte du problème de l'évaluation de Trotsky aidera à approfondir notre compréhension de nombreuses controverses dans la jeune Union soviétique concernant la voie pour construire le socialisme. Elle nous aidera à effectuer une nouvelle avancée de notre compréhension de l'histoire de la période de transition en URSS. Bien que nous soyons à présent engagés dans la construction socialiste suivant une voie spéciale (spécifiquement) chinoise, dans des conditions historiques nouvelles, avec de nombreuses expériences et créations nouvelles, de nombreuses voies et méthodes nouvelles, nous ne devrons néanmoins pas sous-estimer l'importance d'assimiler les leçons de l'expérience historique d'autres pays. Qu'ils se produisent dans notre pays ou dans d'autres pays, les victoires, les échecs, les expériences et les leçons de la construction du socialisme constituent la propriété spirituelle commune des communistes et de l'humanité progressiste (éprise de progrès) du monde entier.

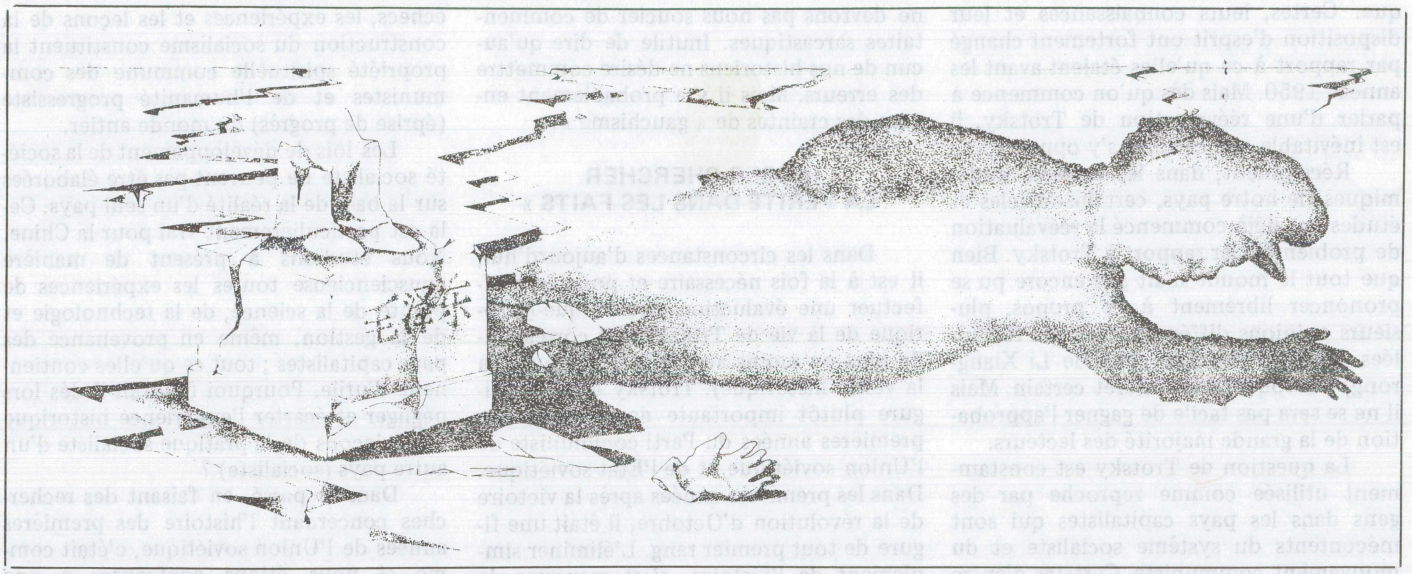
Il y a quelques années, la croisade pour la pensée de Mao. (DR)

Les lois de développement de la société socialiste ne peuvent pas être élaborées sur la base de la réalité d'un seul pays. Cela est particulièrement vrai pour la Chine. Nous étudions à présent de manière consciencieuse toutes les expériences de pointe de la science, de la technologie et de la gestion, même en provenance des pays capitalistes ; tout ce qu'elles contiennent d'utile. Pourquoi faudrait-il dès lors négliger et écarter l'expérience historique et les leçons de la pratique socialiste d'un autre pays (socialiste) ?

Dans le passé, en faisant des recherches concernant l'histoire des premières années de l'Union soviétique, c'était comme si nous étions confrontés à une chaîne de nœuds qui nous empêchait d'avancer. Nous ne pouvions nous débarrasser du style de *l'Histoire du Parti communiste de l'Union soviétique (bolchevik) - Bref aperçu*. C'était un grand pas en avant (une grande réalisation) que de critiquer le culte de Staline, de détruire la superstition, de libérer la pensée. Malheureusement, nous avons suivi une voie sinueuse pendant un certain temps.

Depuis 1978, sous la conduite (l'impulsion) de la campagne du parti pour libérer la pensée et rechercher la vérité dans les faits, nos recherches concernant l'histoire de l'URSS dans la période de transition ont fait de brillants progrès. La discussion sur la question de Boukharine a dénoué un nœud majeur. Si nous pouvons réellement résoudre la question de Trotsky, nous pouvons réaliser un progrès équivalent concernant d'autres personnalités historiques et d'autres controverses. Des avancées de cette sorte sont importantes non seulement pour la science de l'histoire mondiale. La question du socialisme dans un seul pays, de la révolution permanente, du rythme de l'accumulation socialiste, des méthodes de transformation et de construction socialistes, et en particulier l'expérience historique de la lutte au sein du parti en URSS, sont toutes d'une importance contemporaine exceptionnelle et peuvent servir de nombreuses façons comme miroir pour comprendre et dépasser le danger « gauchiste » et pour réaliser la modernisation socialiste.

Réévaluer (tous ces problèmes) ne signifie pas rejeter toutes les théories de la période de Staline ; il s'agit d'asseoir cette réévaluation sur des faits historiques solides. Nous n'avons pas encore maîtrisé de manière adéquate les matériaux historiques. Néanmoins, si nous nous limitons à quelques grands problèmes, surtout quelques problèmes politiques et théoriques intimement liés à la construction du socialisme, et si nous ne nous laissons pas enliser dans une masse de détails, nous pouvons rassembler la plupart des matériaux essentiels et nécessaires. Quant aux considérations politiques, si nous nous limitons pour l'essentiel à la période pendant laquelle Trotsky était encore en vie,



Quand Hua Guofeng rendait hommage à Mao. (DR)

particulièrement la période qui précède son exil, et si nous mettons à part l'activité de ses partisans dans différents pays, il n'y a pas de raisons pour lesquelles ce problème ne pourrait pas devenir un objet de recherches dans le domaine de l'historiographie. Il y aura bientôt un demi-siècle que Trotky a été abattu, et la grande majorité de ceux qui se sont disputés avec lui et qui l'ont persécuté (puni), ou qui l'ont appuyé pendant sa vie, sont à présent décédés. Il est difficile de croire qu'un tel problème ne pourrait pas être étudié par des historiens.

« PRENDRE LA JUSTE MESURE DES CHOSES »

Ce qui est essentiel, c'est qu'on permette aux historiens de prendre audacieusement la juste mesure des choses (...). Le progrès de la science historique exige que nous poursuivions le travail au point où nos prédécesseurs l'ont arrêté, et que nous assimilions les fruits des recherches d'autres, pour que les connaissances historiques d'experts s'accumulent et que la recherche historique acquière progressivement de plus en plus de profondeur, grâce aux efforts communs d'un grand nombre de personnes. Cela n'implique évidemment d'aucune façon que des historiens individuels ne puissent pas obtenir des réalisations (résultats) indépendants. (...)

Les écrivains traitant de problèmes d'histoire mondiale ont la tâche d'introduire et d'apprécier correctement une personnalité historique comme Trotsky pour le profit de leurs lecteurs, de même que d'autres données historiques qui correspondent aux besoins d'aujourd'hui. Ce sera une petite contribution à la modernisation et à la construction socialiste. (...)

En examinant le récent ouvrage du camarade Li Xiangrong dans cette perspective, j'estime que son livre présente en gros de manière correcte l'évolution de Trotsky, depuis le jeune étudiant révolutionnaire jusqu'au révolutionnaire professionnel, et d'un des principaux dirigeants du PCUS et de l'Etat soviétique jusqu'à l'exilé politique. Il analyse de même en gros de manière adéquate le développement de Trotsky, depuis le populisme jusqu'à l'acceptation du marxisme, son rejet ultérieur de la possibilité de construire le socialisme dans un seul pays, sa défense de la théorie de la révolution permanente, et ses autres principales positions théoriques.

Le livre apporte aussi un jugement sur la pratique politique de Trotsky. Il approuve (exprime un jugement positif sur) l'adhésion de Trotsky au parti bolchevik durant la période de l'*Iskra* de Lénine, la préparation et le déclenchement par lui de l'insurrection de Pétrograd durant la révolution d'Octobre, la création par lui de l'armée rouge et sa direction stratégique au cours de la guerre civile. En même temps, le livre analyse et critique l'attitude conciliatrice de Trotsky entre les mencheviks et les bolcheviks, sa position « ni guerre ni paix » à Brest-Litovsk, sa faute de ne pas assister aux funérailles de Lénine, (...) et ses diverses activités fractionnistes.

Bien que l'auteur ne le dise jamais de manière nette, il considère dans son livre les controverses après la mort de Lénine, entre Staline et Boukharine d'une part et Trotsky d'autre part, comme des divergences au sein de la direction bolchevique concernant la manière de construire le socialisme en Russie, c'est-à-dire comme des contradictions au sein du parti. Si on avait agi correctement des deux côtés, ces contradictions n'auraient pas dû s'aggraver. Voilà une leçon historique importante. (...)

Les activités de Trotsky ont violé l'interdiction des fractions prononcée par le 10e congrès. Il s'est allié avec Zinoviev, a publié des manifestes fractionnels et s'est opposé publiquement à des résolutions approuvées par la majorité écrasante du comité central. Plus tard, Trotsky et d'autres ont informé des organisations de base du parti, ainsi que les masses, de ces divergences. Ils ont adopté des méthodes conspiratives et organisé des manifestations. De telles méthodes de lutte ne sont pas normales dans un pays sous direction prolétarienne. Des divergences de ligne politique se sont exacerbées du fait d'antagonismes organisationnels, et se sont transformées en contradictions irréconciliables.

Evidemment, Staline s'est également comporté quelques fois de manière incorrecte. Il n'a pas résolu correctement le problème de dirigeants comme Trotsky, qui avaient des points de vue politiques différents. A ce point de vue, il était différent de Lénine, qui était généreux à l'égard de personnes qui commirent des erreurs.

Staline a adopté des mesures catégoriques et les a fait approuver par la base. Il a ainsi créé de très mauvais précédents et jeté les semences de l'élargissement ultérieur de la campagne pour « extirper les contre-révolutionnaires ». Après l'expulsion de Trotsky d'URSS, la nature de la contradiction a changé. Elle n'était plus un enjeu au sein du PCUS ou une controverse au sein de la direction soviétique. A partir de ce moment-là et indépendamment de ce qu'il affirma lui-même, l'activité politique de Trotsky ne pouvait que causer des dommages sérieux à l'Etat soviétique et à tout le mouvement communiste international.

L'analyse de ces questions par le camarade Li Xiangrong est plus proche des faits historiques que certaines autres théories. Bien entendu, certains camarades peuvent estimer qu'il ne va pas assez loin dans l'établissement (le rétablissement) de la vérité historique. De telles personnes peuvent approfondir davantage la recherche de la vérité, afin d'arriver à une compréhension encore meilleure de l'histoire des premières années de l'URSS et de tous ceux qui y furent impliqués.

Je crois que la *Biographie critique de Trotsky* est fondée sur des faits historiques adéquats qui ont été bien structurés. Le livre est bien écrit et construit de manière claire. Il reflète le style narratif du camarade Li Xiangrong, sa capacité analytique et son sens des proportions. S'il faut souligner des faiblesses, c'est que sa pensée n'a pas encore été suffisamment libérée dans sa recherche et dans son expression. ■

ZHU TINGGUAN,
revue *Shijie Lishi* (Histoire mondiale),
numéro 7, 1985.

Le retour de la droite au gouvernement

Une modification importante des équilibres politiques

LA droite a gagné les élections législatives et régionales du 16 mars 1986. Cette victoire n'apparaît cependant pas comme un triomphe. Tout d'abord parce que ses scores ne correspondent pas à une inversion totale par rapport à la victoire historique de la gauche aux élections de 1981 (1). Mais surtout en fonction de deux données politiques mises en place par François Mitterrand.

D'une part, le nouveau mode de scrutin, la proportionnelle départementale à un tour, a réduit la représentation parlementaire du Rassemblement pour la République (RPR) de Jacques Chirac et de l'Union pour la démocratie française (UDF) au regard de ce qu'elle aurait été dans le cadre du scrutin majoritaire uninominal à deux tours. Il a aussi permis au Front national (FN) de Jean-Marie Le Pen d'obtenir 35 élus et au Parti socialiste (PS) de limiter considérablement son recul. Dans ces conditions, la coalition gouvernementale RPR-UDF obtient une majorité absolue très courte au Parlement (2).

D'autre part, le cadre de la cohabitation, entre un gouvernement de droite dirigé par Jacques Chirac et un président de la République élu par la gauche en 1981, fixé par Mitterrand et accepté par la nouvelle majorité gouvernementale, contraint cette dernière à une certaine modération et crée dans l'opinion publique un effet de brouillage qui obscurcit la perception du renversement politique en cours.

Pourtant les scores électoraux sont là, incontournables et révélateurs d'évolutions politiques profondes, pour témoigner de l'ampleur de ce changement.

Ces élections, qui se concluent par le retour de la droite au pouvoir, témoignent d'un important glissement à droite du corps électoral et d'une inquiétante radicalisation allant dans le même sens. Tableau confirmé par les élections régionales, qui, se déroulant le même jour, ont permis au RPR et à l'UDF, parfois en alliance avec l'extrême droite, d'emporter la majorité dans la quasi totalité des conseils régionaux, la gauche ne conservant la présidence que de deux conseils sur les vingt-deux que compte la France métropolitaine.

Francis SITEL

Modification du rapport de forces entre la gauche et la droite, effondrement du Parti communiste français (PCF), incrustation du Front national, prépondérance du PS à gauche sont autant de données qui permettent de dire que les élections du 16 mars, au-delà des péripéties strictement électorales et des méandres de la cohabitation, ouvrent une situation nouvelle.

L'INVERSION DU RAPPORT GAUCHE-DROITE

Le rapport entre la gauche et la droite, qui est de l'ordre de 45/55 en pourcentages des suffrages exprimés, représente un écart qui s'inscrit parmi les plus importants connus sous la Ve République installée depuis 1958. Il illustre l'inversion de la courbe ascendante que connaissaient les résultats électoraux de la gauche unie depuis 1965 — à l'exception, dans des conditions très particulières, du recul de 1968 — et le renversement de l'avantage pris en 1978 et renforcé en 1981 ; la gauche perd grosso modo un million de voix par rapport à 1981 et 2 millions par rapport à 1978.

Ce glissement à droite s'explique à la fois par des transferts de voix de la gauche vers la droite et par une forte abstention au sein de l'électorat de gauche.

Les élections témoignent de l'importante dégradation du rapport des forces entre les classes qui s'est opérée au long de ces cinq années de gouvernement de gauche. Tandis que les luttes sociales étaient au plus bas, la politique de collaboration de classes du PS et du PCF, puis du PS seul à partir de 1984, ont conduit à une crise majeure du mouvement ouvrier et à un affaiblissement profond des forces populaires.

La gauche, à l'épreuve du pouvoir, à montré son incapacité à tenir ses engagements, à faire face à la crise et à enrayer le chômage comme elle l'avait promis. Pire, elle en est venue à légitimer l'austérité, à porter les coups les plus durs contre les travailleurs et à capituler devant l'idéologie néo-libérale. Elle a sapé l'espoir même du changement social et, ce faisant, elle a démoralisé et désorienté sa base sociale. En l'absence d'une alternative politique d'ensemble et dans un contexte de baisse de la combativité des travailleurs, les dégâts d'une telle orientation sont considérables. Ils sont d'ailleurs directement à l'origine de la défaite du 16 mars.

UNE RADICALISATION A DROITE

Les commentateurs à la mode aiment réduire les changements électoraux à un simple mouvement de balancier. C'est, en l'occurrence, escamoter les modifications profondes à l'œuvre et, en particulier, jeter un voile pudique sur la montée en force du Front national. Celui-ci, sur la base d'une campagne démagogique et raciste, s'est affirmé à partir de 1983. Aux élections européennes de 1984, avec 11 % des voix, il remportait un énorme succès et se trouvait propulsé au rang de force politique nationale. La question était de savoir comment il affronterait l'échéance des législatives, celles-ci ayant pour enjeu le pouvoir central, et alors qu'il était soumis à la pression de la coalition RPR-UDF, candidate directe à ce même pouvoir. Malgré les scandales à répétition qui sont venus l'éclabousser, dont certains nés des divergences au sein même de sa propre organisation, Le Pen a gagné la partie. Avec 9,65 % des voix, 35 députés et 137 conseillers régionaux, le Front national entre en force à l'Assemblée et accède au rang de quatrième force politique, à égalité avec le PCF.

On peut s'interroger sur ce que sera à présent l'évolution du Front national, s'il s'installera en tant que parti extrémiste dans le jeu parlementaire ou s'il sera emporté par une dynamique ouvertement fasciste. Il est sûr, par contre, qu'il exerce d'ores et déjà une forte pression sur la droite classique. Celle-ci compte sur le rétablissement du scrutin majoritaire pour réduire la représentation parlementaire du Front national lors des prochaines élections. Et, sans attendre, elle reprend à son compte une bonne part de ses thèmes anti-immigrés et sécuritaires pour flatter et retenir un électorat sensible à la démagogie du Front national. Le Pen n'a pas hésité, lors de sa première intervention à l'Assemblée nationale, après que Jacques Chirac, le nouveau Premier ministre, ait prononcé son discours-programme, à déclarer : « *En écoutant les yeux fermés une partie de votre discours, j'aurais cru entendre un orateur du Front national.* » (3)

La majorité RPR-UDF, confrontée

1. Pour une analyse plus détaillée des résultats électoraux, se reporter à *Inprecor* numéro 216 du 31 mars 1986.

2. 292 députés au total, soit 3 de plus que la majorité parlementaire (289), ont voté la confiance au gouvernement de Jacques Chirac, parmi lesquels 155 députés du RPR, 131 de l'UDF, 5 classifiés « divers droite », et un député du Front national, le vieux cheval de retour Frédéric-Dupont.

3. Toutes les citations concernant le premier débat parlementaire sont extraites du compte-rendu publié dans *le Monde* du 11 avril 1986.

Le style c'est l'homme!

Ce passage du discours-programme du nouveau gouvernement, énoncé par le Premier ministre Jacques Chirac à l'Assemblée nationale, en dit long sur le style de l'homme.

« Plus profondément encore, la France s'interroge sur son avenir en tant que nation, unie dans l'amour de la même culture et dans la volonté de vivre ensemble. D'un côté, l'accroissement ininterrompu de la population étrangère sur son sol, malgré l'arrêt officiel mais non contrôlé de l'immigration ; de l'autre côté, l'hiver démographique qui engourdit notre dynamisme et ne nous permet même plus de renouveler nos générations. Tous ces phénomènes qui touchent à l'âme collective d'un peuple contribuent à créer un climat complexe où se mêlent à la fois l'incertitude, mais aussi l'attente et l'espérance. » ■

aux pièges de la cohabitation, sait que Le Pen n'a pas forcément fait le plein de ses voix et que l'actuelle situation de confusion politique et de crise économique maintenue peut lui être au plus haut point favorable. En outre, non seulement certains des représentants éminents de la majorité, y compris dans les rangs du gouvernement, sont directement issus de l'extrême-droite, mais son programme n'est rien de plus qu'un florilège de poncifs du néo-libéralisme le plus fruste, agrémenté d'une sauce aux forts relents de nationalisme exacerbé, d'ordre moral obtus et de racisme à peine déguisé.

L'émergence du Front national sur la scène politique, loin d'être un épiphénomène conjoncturel, doit être comprise comme l'expression extrême d'un glissement général à droite de l'électorat et comme un facteur de radicalisation de l'ensemble des forces réactionnaires.

C'est pourquoi les pronostics réconfortants sur un inéluctable mouvement de retour à gauche laissent rêveur. Pierre Joxe, ex-ministre de l'Intérieur et actuel président du groupe parlementaire socialiste, a ainsi déclaré : « *Ce gouvernement ultra-réactionnaire sera inévitablement suivi d'un retour de balancier, du retour d'une majorité de gauche qui reconstruira ce que vous avez tenté de démolir.* » Ce fatalisme oublie de se prononcer sur ce qu'est l'état présent de cette gauche.

Cette dernière, en effet, vient de connaître un remodelage important, marqué par un double mouvement : le recul accentué du PCF et l'affirmation de la prépondérance absolue du PS.

LE DÉCLIN DU PCF

Face à la confirmation de la montée du Front national, celle du déclin du PCF constitue l'autre événement majeur de ces élections. Dès les élections européennes de 1984, il était apparu que le PCF avait perdu la moitié de son électorat de 1979. Espérant que, depuis sa sortie du gouvernement, sa ligne de dénonciation de la politique gouvernementale et du Parti socialiste lui permettrait de stopper cette chute, la direction du PCF se fixait modestemen pour objectif réel de rester au-dessus de la barre des 10 % (4). Avec 9,78 % des suffrages exprimés et 35 députés seulement, le PCF subit un échec terrible.

Ce score électoral signifie, en effet, un verdict : l'inéluctabilité du déclin. Remis en question en tant que force politique nationale, reculant partout, y compris dans ses bastions municipaux, où il se trouve souvent devancé par le PS, le PCF ne peut que craindre les prochaines élections locales. C'est une question de survie qui lui est donc posée, d'où, en effet, un rebondissement très important de la crise interne du PCF.

Tandis que la direction du Parti verrouille brutalement toute possibilité de débat, la contestation interne, multiple dans ses composantes politiques, se cristallise autour d'une revendication, celle de la convocation d'un congrès extraordinaire pour ouvrir une discussion de fond sur toutes les questions soulevées par le processus actuel de marginalisation du PCF. Les « rénovateurs » — courant regroupé autour de Pierre Juquin, écarté du bureau politique lors du 25e congrès —, de nombreuses grosses sections d'entreprises, des fédérations, telle celle de la Meurthe-et-Moselle, se retrouvent autour de cette exigence d'ordre démocratique.

Une pétition, rendue publique dans le journal *le Monde*, compte déjà plus de mille signatures pour réclamer un tel congrès, tandis qu'une revue, *M* (Mensuel, Marxisme, Mouvement), qui va paraître au début du mois de mai, se donne pour objectif d'engager le débat entre tous ceux qui, dans le PCF et hors de ses rangs, s'interrogent sur les problèmes posés par la crise du PCF et, plus largement, sur l'avenir du communisme.

Pierre Juquin. (DR)

Discussion d'autant plus urgente au moment où s'exerce la pression formidable d'un PS devenu incontestablement le parti prépondérant à gauche.

LA PRÉPONDÉRANCE DU PS

Au soir du 16 mars, paradoxalement, les socialistes arboraient une mine de vainqueurs. Il est vrai que le PS, principal responsable de la politique qui a conduit la gauche à l'échec, loin de ployer sous le poids de la défaite électorale, est en droit de se féliciter de ses propres scores. Alors qu'il affichait l'ambition d'atteindre les 30 % des voix, il a dépassé cet objectif. Avec 31,2 % des voix, il reste le premier parti du Parlement, contrôle son recul par rapport à 1981 et assure sa prépondérance à gauche. Pour la première fois, il rassemble les trois quarts de l'électorat de gauche.

Le PS n'a pu cependant réduire totalement l'abstentionnisme de gauche ni regagner l'électorat modéré qui avait voté pour lui en 1981 pour ensuite faire rapidement défection. Mais il a commencé à réunir les conditions du projet qui est à présent le sien, depuis qu'abandonnant ce qu'il appelle la « culture d'opposition », il s'est reconverti à la « culture de gouvernement ».

Ce projet vise à rassembler 40 % des voix en ralliant à lui, sur sa gauche, les secteurs libérés par la crise du PCF et les difficultés de l'extrême gauche et, sur sa droite, les électeurs rebutés par la politique réactionnaire de la droite et convaincus par les capacités gestionnaires du PS, celui-ci s'affirmant alors comme représentatif, à lui seul, de l'ensemble de la gauche et postulant au pouvoir dans le cadre d'une alternance entre un grand parti social-démocrate et une coalition libérale-conservatrice.

Pour l'essentiel, la campagne du PS s'est appuyée sur l'argument du vote socialiste pour « barrer la route à la droite », enclenchant ainsi une logique de « vote utile » qui a laminé le PCF et l'extrême gauche (cf. encart). Mais, en même temps, le vote socialiste de 1986 ne saurait être assimilé au vote socialiste de 1981. Par sa politique, le PS a détruit l'espoir du changement. Si certains électeurs ont voté socialiste, voyant dans ce vote le seul recours possible face à la menace du retour de la droite, d'autres l'ont fait par adhésion au « réalisme » social-démocrate, beaucoup aussi se sont laissés convaincre que, face à une crise sans issue, la seule politique possible était celle du « moindre mal » représentée par les socialistes.

Là est sans doute le principal point

4. Sur les objectifs électoraux que se fixaient les différents partis politiques à la veille des récentes élections et les enjeux que celles-ci représentaient, se reporter à *Inprecor* numéro 215 du 3 mars 1986.

L'échec de l'extrême gauche

L'extrême gauche dans son ensemble a subi un échec électoral. Alors qu'elle a parfois atteint le million de voix dans de précédentes consultations électorales, elle ne rassemble au total, cette fois-ci, que 450 000 voix.

Dans cette élection à un tour, la logique du « vote utile » a joué à plein en faveur du PS, d'autant plus que l'extrême gauche se présentait dans une situation caricaturale de division, incompréhensible pour la plupart des électeurs susceptibles de s'intéresser à ses propositions. Dans beaucoup de départements, on a ainsi vu une concurrence des listes du Mouvement pour un parti des travailleurs (MPPT) impulsées par le Parti communiste internationaliste (PCI) lambertiste, de Lutte ouvrière (LO), de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) ou « alternatives », à quoi s'ajoutaient parfois des listes « Verts-Alternatifs ».

LO, seule organisation à avoir su depuis longtemps consolider un petit électorat, voit ses résultats reculer, mais obtient les meilleurs scores de l'extrême gauche (1,07 % en moyenne dans les départements où elle était en concurrence avec d'autres listes d'extrême gauche). Le MPPT, présent dans tous les départements, recueille 0,59 % des voix en moyenne. Les listes « alternatives », présentes dans quelques départements, rassemblent 0,92 % des voix. Les listes LCR seule, présentes dans 20 départements, recueillent en moyenne 0,27 % des voix.

Sur 30 départements où étaient présentes aux législatives entre 2 et 4 listes d'extrême gauche, celle-ci rassemble au total 257 106 voix, soit 2,03 %. Les listes présentes aux élections régionales ont fait des scores légèrement supérieurs, au total entre 0,47 % et 5,26 %, sans que cela ne modifie qualitativement le tableau d'ensemble.

Ces résultats, et les limites rencontrées dans la bataille menée par la LCR pour des listes unitaires, traduisent un processus profond. L'expérience de cinq années de gouvernement de gauche ne s'est pas traduite par le dégagement de courants significatifs « à la gauche de la gauche », ce que révèlent la marginalisation politique de l'extrême gauche traditionnelle et l'absence de percée de courants se donnant pour objectif d'exprimer une réalité à la gauche du PS et du PCF (effondrement des « Verts », limites des « alternatifs » ...)

Cette situation s'explique par l'absence de luttes sociales d'ampleur ces dernières années et par le désarroi politique profond que connaît la classe ouvrière. C'est, hélas, un point noir supplémentaire dans le tableau de la situation et une hypothèque de plus pour l'affirmation d'une alternative au PS et au PCF dans la situation actuelle. ■

noir du bilan politique du PS, celui qui, à terme, pèsera le plus lourd. Tandis que certains travailleurs ont été rejetés dans le désarroi et la passivité abstentionniste, quand ce n'est pas vers le désespoir du vote Le Pen, d'autres ne voient plus d'autre perspective que celle de la gestion de la crise au moindre coût social.

Tel est le prix de l'expérience gouvernementale réformiste, un prix que les travailleurs n'ont pas fini de payer, maintenant qu'a été rendue possible l'expérience inédite de la « cohabitation ».

LA COHABITATION ET SES CONTRADICTIONS

La France expérimente, avec circonspection et un léger sentiment d'irréalité, le cadre inédit de la cohabitation, c'est-à-dire la coexistence d'un Président de gauche et d'une majorité parlementaire et d'un gouvernement de droite. Beaucoup de trésors de subtilité ont été déployés, à gauche et à droite, pour convaincre qu'une telle anomalie au regard des traditions politiques et institutionnelles de la Ve République, relevait du possible. Aujourd'hui, après la nomination par François Mitterrand de Jacques Chirac comme Premier ministre, on ne ménage pas ses efforts, toujours de part et d'autre, pour expliquer que, cohabitation ou pas, la gauche reste la gauche et que la droite sera toujours la droite ...

« *Nommer un Premier ministre*, a déclaré Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, lors de la première réunion de la nouvelle Assemblée, *ce n'est pas porter la responsabilité de la politique de son gouvernement quand celui-ci est issu d'une majorité politique différente. (...) Le Président est à gauche, le gouvernement est à droite. Vivons cette situation tant qu'elle doit durer, sans chercher ni à créer la crise ni à créer la confusion politique.* »

Pourtant, chacun sait que la confusion est à son comble et qu'il faut attendre la crise. Le plus extraordinaire est, malgré tout, le fait que cette situation ait été rendue possible. Cela ne s'explique que par la lente et profonde mutation du PS au long de ces cinq dernières années, à travers un processus global d'adaptation à l'exercice du pouvoir bourgeois. Le PS du congrès de Toulouse, en 1985, n'est plus, comme le soulignent unanimement les leaders socialistes, celui du congrès d'Epinay de 1971.

Ce dernier s'était affirmé, sous le signe du renouveau, comme rompant avec les traditions de collaboration avec la bourgeoisie de la vieille Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO), pour devenir le « parti du changement » et s'inscrire dans la dynamique de l'union de la gauche, c'est-à-dire l'alliance électorale avec le PCF.

A l'épreuve du pouvoir, ce nouveau PS a procédé à une triple conversion : alignement complet sur les exigences de la « modernisation » capitaliste, adaptation totale aux institutions antidémocratiques de la Ve République, ralliement absolu aux impératifs internationaux de la politique impérialiste.

Cette logique de la collaboration de classes a rendu possible la cohabitation qui, en un certain sens, n'en est que l'aboutissement et la traduction institutionnelle. Le gouvernement Chirac peut, en effet, s'inscrire dans la continuité de la politique économique et sociale des gouvernements socialistes pour en accentuer le cours néo-libéral et aggraver les attaques anti-ouvrières, travailler en harmonie avec Mitterrand sur toutes les questions internationales qui relèvent traditionnellement du « domaine réservé » du Président, s'accomoder de la présence de Mitterrand à l'Elysée, puisque toute autre attitude ne pourrait apparaître, ironie de l'Histoire, que comme une mise en cause de la Constitution gaulliste. C'est ainsi que le RPR et l'UDF ont été amenés à accepter le cadre de la cohabitation dessiné par Mitterrand et le PS.

La direction du *Monde*, sous la plume d'André Fontaine, s'est faite l'écho des uns et des autres, au lendemain du 16 mars, en appelant la gauche et la droite à savoir « *travailler ensemble* ». Message reçu ! On a pu le constater lors du premier débat parlementaire de la nouvelle Assemblée, où les références à une raisonnable unité se sont faites écho d'un bout à l'autre de l'hémicycle, mis à part le PCF. Chirac expliquant : « *Il existe aujourd'hui une possibilité d'accord national, de mobilisation des énergies, de rassemblement des volontés. Faisons taire les querelles ! Donnons l'exemple d'un peuple qui se ressaisit et resserre les liens millénaires qui l'unissent !* » Jospin répliquant ainsi : « *Le devoir des socialistes est clair : être un élément de stabilité, agir comme une force de proposition.* » Le Pen lui-même n'a pas hésité à dire que le Parlement devait être « *une chambre de décompression des tensions politiques, économiques et sociales* », car le débat a « *tout intérêt à se dérouler ici plutôt que dans la rue* ».

Ainsi va, aujourd'hui, la cohabitation. Mais qu'en sera-t-il demain ? Pour la direction du PS, à l'évidence, cette situation n'est pas seulement un aboutissement, il s'agit aussi d'une anticipation. Celle d'un cadre politique et institutionnel totalement refondu devant permettre d'assurer l'alternance tranquille entre deux grands partis, l'un social-démocrate et l'autre conservateur. Aussi bien Mitterrand que Giscard d'Estaing ont, de longue date, préconisé un tel bipartisme, se référant à l'harmonie des situations existant dans les « démocraties modernes » d'Europe du nord et des Etats-Unis.

Le PS peut considérer qu'il a fait un grand pas dans cette direction. Avec 31,2 % des suffrages, il a assuré sa prédominance

Chaban-Delmas et Le Pen à l'Assemblée nationale. (DR)

à gauche après avoir enterré l'union de la gauche et s'être recentré sur l'échiquier politique. Il peut donc se fixer l'objectif de poursuivre le laminage du PCF et de l'extrême gauche, afin d'atteindre les 40 % et se fixer comme force parlementaire incontournable.

Il n'en demeure pas moins que les éléments de fragilité du projet restent importants.

Il n'est pas sûr, tout d'abord, que le PS ait aujourd'hui les moyens d'étayer politiquement et organisationnellement cette entreprise. Celle-ci suppose que les affrontements internes entre courants et ambitions particulières soient étroitement contrôlés, ce qui n'est pas assuré pour un PS à 40 % confronté à une élection présidentielle prévue pour 1988. Sans doute cette perspective appelle-t-elle également la constitution d'une puissante assise syndicale, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui où, malgré sa crise, la Confédération générale du travail (CGT) constitue toujours un relai décisif du PCF dans le mouvement ouvrier, tandis que le mouvement syndical demeure profondément divisé par des rivalités inter-bureaucratiques qui ne sont pas aisément surmontables.

Ces différents problèmes renvoient aussi à ce que sera le climat social des années à venir. Si le très faible niveau des luttes depuis plus de cinq ans ne peut laisser espérer une remontée en force de la combativité des travailleurs, il n'en reste pas moins que le nouveau contexte politique et les phénomènes à l'œuvre dans le mouvement ouvrier peuvent ouvrir la voie à une certaine recomposition de l'activité ouvrière, d'autant qu'il faudrait évaluer exactement le « moindre coût » de la gestion social-démocrate. Face à la crise, aux attaques capitalistes et à leurs conséquences politiques, les exigences ouvrières les plus vitales auront du mal à s'inscrire dans un illusoire schéma d'alternance.

Par ailleurs, à droite, n'existe pas une évolution symétrique à celle du PS. Contrainte à la cohabitation, la droite est plus divisée et vindicative que jamais, selon plusieurs lignes de partage. Le clivage traditionnel entre le RPR et l'UDF, colmaté le temps de la campagne électorale, est réapparu dès la formation du gouvernement, lorsque Chirac a donné la part du lion au seul RPR. Tandis que tous les postes clés étaient attribués à des ministres RPR, les personnalités de l'UDF, Jean Lecanuet et Giscard d'Estaing, étaient renvoyées sans ménagement dans leurs provinces (5). Raymond Barre, autre dirigeant de l'UDF et rival le plus dangereux à droite pour Chirac lors de la prochaine élection présidentielle, fait cavalier seul et, opposé à la cohabitation, attend son heure.

Quant au Front national, on a vu quelle pression radicalisatrice et déstabilisatrice il exerce sur la droite dans son ensemble, y compris à travers les ramifications extrémistes existant en son sein même.

Il faut bien voir que, paradoxalement, derrière la façade de la cohabitation, c'est bien un gouvernement ultra-réactionnaire qui s'est mis en place autour de Chirac, traduisant et aggravant le glissement à droite signalé plus haut.

D'une part, à l'exception notable du ministre de l'Economie, Edouard Balladur, directement issu des milieux de la finance et de la grande industrie, véritable vice-Premier ministre en charge de l'ensemble de la politique économique, le gouvernement Chirac rassemble les durs à cuire du gaullisme et, autour du ministre de la Culture, François Léotard, les ultra-libéraux du Parti républicain (PR), l'une des composantes de l'UDF.

D'autre part, son programme, derrière le miroir aux alouettes de la priorité revendiquée de la lutte pour l'emploi, n'est rien d'autre qu'un ramassis de recettes néo-libérales — liberté des prix, liberté des changes, liberté de « gestion des effectifs » pour les entreprises — et de couplets ultra-nationalistes, sécuritaires et anti-immigrés (6).

Même si Chirac, compte tenu des conditions politiques et de la préparation des futures échéances électorales, sera amené à faire preuve de prudence dans l'application de ce programme, il est obligé de confirmer brutalement la validité de ce dernier pour affermir sa majorité, flatter son électorat et résister à la pression du FN.

« *Nous ne commettrons pas maintenant*, a déclaré à ce sujet Jacques Chirac, *l'erreur qui consisterait à mettre en œuvre une politique différente de celle qui nous a valu la confiance populaire. Nous sommes, au contraire, déterminés à traduire en actes, avec toute la prudence et tout le réalisme qu'exige la complexité des problèmes, mais sans faiblesse ni ambiguïtés, la "plate-forme pour gouverner ensem-*

5. Un conflit est d'ailleurs apparu pour la désignation du président de l'Assemblée nationale. Giscard d'Estaing brigua ouvertement ce poste que le RPR attribua finalement à l'un des siens, l'ancien Premier ministre Chaban-Delmas.

6. Le gouvernement a par ailleurs décidé une amnistie fiscale et douanière pour les capitaux exportés illégalement, notamment lors de l'arrivée des socialistes au gouvernement en 1981, et dont les propriétaires accepteraient le rapatriement en France, moyennant une taxe anonyme de 10 %.

ble" qui doit rester le ciment de notre majorité. »

D'où l'importance de mesures comme la suppression de l'autorisation administrative de licenciement, les principes de concurrence aggravés dans le domaine scolaire et universitaire, l'accent mis sur le « mérite » personnel en ce qui concerne la fixation des salaires des fonctionnaires, etc., et, surtout, le train de mesures à caractère raciste qui visent les immigrés : procédure administrative de renvoi des étrangers en « situation irrégulière », modification du code de la nationalité, rétablissement du visa pour l'entrée des étrangers non originaires de la Communauté économique européenne (CEE), expulsion vers le pays d'origine des étrangers condamnés de droit commun, etc.

Pour trouver l'équivalent d'un gouvernement aussi réactionnaire, sans doute faut-il remonter très loin, aux origines de la Ve République, ou tourner les yeux vers les Etats-Unis ou la Grande-Bretagne de Margaret Thatcher.

Toutes choses qui hypothèquent assez gravement la perspective d'une alternance harmonieuse. Sauf de parier, comme semble le faire la direction du PS, sur une prochaine dislocation de la majorité de droite, Jospin expliquant, par exemple, lors du débat parlementaire, que la majorité « *fera défaut.* » « *Quand elle se brisera,* déclara-t-il, *elle ne se brisera pas sur ses marges, mais en plein cœur* ». Si l'on voit bien à quelles préoccupations propres au PS correspond un tel pronostic, il est plus difficile, au regard des rapports des forces actuels, de démontrer sa validité.

Là gît, peut-être, la contradiction fondamentale du projet social-démocrate du PS. Celui-ci n'est rendu possible que par une dégradation du rapport des forces entre les classes, elle-même provoquée pour une grande part par la politique du PS au gouvernement. Mais une nouvelle aggravation de ce rapport des forces, si elle peut crédibiliser davantage une perspective social-démocrate achevée, risque dans le même temps de saper pour de longues années la possibilité d'un retour de la gauche au gouvernement.

Une telle appréciation permet aussi de pointer les enjeux majeurs de la situation actuelle : la possibilité d'enrayer le cours réactionnaire engagé et de faire obstacle au grave recul que signiferait la réduction de la vie politique à un système d'alternance passe par la défense intransigeante d'une orientation de lutte des classes. Cette orientation doit se matérialiser dans le combat quotidien en défense des intérêts ouvriers, dans la riposte aux offensives patronales, au racisme et aux atteintes portées aux libertés démocratiques. Et, sur cette base, elle doit aussi se traduire dans la recherche du rassemblement des forces, celles des militants et des travailleurs refusant la capitulation devant le réalisme social-démocrate, décidés à sortir le mouvement ouvrier des ornières de la collaboration de classes. ■

Francis SITEL,
15 avril 1986.

NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE

SUEDE

Un parlement du peuple contre l'apartheid

« *Boycott total de l'Afrique du Sud* », tel fut la principale orientation définie par le Parlement du peuple contre l'apartheid qui s'est tenu à Stockholm à la fin février dernier.

Avec neuf cents délégués représentants 170 organisations nationales, cette initiative fut sans conteste une des plus importantes manifestations qu'ait connu ce pays. L'appel pour la tenue d'un Parlement du peuple contre l'apartheid avait été lancé plusieurs mois auparavant par le Comité pour l'isolement de l'Afrique du Sud (ISAK) et l'Association des Nations unies en Suède, une organisation humanitaire de comités locaux. Toutes les organisations suédoises, hormis les partis politiques, avaient été invitées à y participer.

Et de fait, l'éventail des organisations représentées fut très large. On y retrouva des groupes de solidarité anti-apartheid, des comités antiracistes, des groupes locaux de l'Association des Nations unies, des groupes religieux, les associations de jeunes et de femmes liées à des partis politiques, et des organisations de lycéens. Il y avait aussi des représentants des syndicats, mais en nombre beaucoup plus restreint, ce qui reflète une des principales faiblesses du mouvement anti-apartheid en Suède.

Dès les premières communications adressées au Parlement du peuple par les personnes invitées à y prendre la parole, fut abordé le thème le plus controversé de cette initiative de solidarité, à savoir la question du retrait des compagnies suédoises d'Afrique du Sud. Le premier ministre suédois Olof Palme, récemment décédé, avait dans son dernier discours public pris position en faveur de sanctions contre le régime raciste. Mais il décida aussi clairement qu'il n'était pas dans l'intention du gouvernement suédois de prendre des initiatives de retrait unilatéral des compagnies suédoises tant que les Nations unies (ONU) n'auront pas pris de décisions sur de telles sanctions.

D'un autre côté, le leader du Congrès national africain (ANC), Oliver Tambo, déclara en substance que le Parlement du peuple ne devait pas perdre son temps avec des arguments paternalistes et autojustificatifs suivant lesquels les sanctions feraient du tort aux Noirs opprimés et aux Etats africains indépendants voisins de l'Afrique du Sud. Il déclara aussi qu'il lui semblait que le refus systématique des compagnies suédoises de se retirer d'Afrique du Sud constituait un rejet méprisant de l'opinion du peuple suédois en faveur du désinvestissement. Peut-être le moment est-il venu, ajouta-t-il, pour que des actions soient prises pour forcer des compagnies à rompre avec leur attitude politique d'« engagement destructif » au côté du système meurtrier d'apartheid.

L'une des six commissions mises en place durant le Parlement du peuple contre l'apartheid consacra ses travaux à la question des sanctions. Un débat serré intervint entre les représentants de la direction de LO, la centrale syndicale suédoise, et des représentants de syndicats locaux. Les représentants de la direction de LO tentèrent de bloquer la demande de retrait des compagnies suédoises d'Afrique du Sud, en argumentant que « leurs » contacts dans le mouvement syndical sud-africain désiraient que les compagnies suédoises restent en place. Ils menacèrent même de protester publiquement si le Parlement du peuple se déclarait favorable au désinvestissement.

Les représentants de syndicats locaux et dans certains cas de syndicats nationaux qui ont adopté la revendication de désinvestissement, ont de leur côté réagi contre cette mesure qui, si elle avait été appliquée, aurait sérieusement affaibli l'impact populaire des décisions de ce Parlement. Ils firent une pétition enjoignant aux représentants de la direction de LO de retirer leur menace. Cette pression s'avéra efficace. Le jour suivant, lors de la réunion pleinière finale au moment du vote des motions, les représentants de la direction syndicale ne prirent pas la parole en faveur de leur propre proposition de réserve concernant la question du désinvestissement et ne la votèrent pas.

Le Parlement du peuple s'est aussi prononcé en faveur d'un boycott total de tout commerce avec le régime raciste sud-africain. Il exhorta le gouvernement à ne pas autoriser les compagnies disposant d'investissement en Afrique du Sud à participer à des projets gouvernementaux dans les pays en voie développement. Il appela au renforcement du soutien à l'ANC et à l'organisation du peuple du Sud-ouest africain (SWAPO) qui mène la lutte contre l'occupation sud-africaine de la Namibie.

Dans ce contexte, le Parlement du peuple contre l'apartheid affirma « *le droit du peuple sud-africain à décider librement de ses méthodes de lutte dans le processus de libération de l'apartheid* ». Ce qui signifie qu'il soutient aussi la lutte armée qui est menée par des organisations anti-apartheid.

Les représentants de la jeunesse

conservatrice voulait que le Parlement du peuple contre l'apartheid se dissocie de l'ANC parce que « *c'est une organisation qui met en pièce de jeunes enfants innocents* ». Ils furent accueillis par des huées d'indignation. La majorité des participants au Parlement du peuple contre l'apartheid n'avait aucun doute quant à savoir qui il fallait rendre responsable de la présente situation de violence qui prévaut en Afrique du Sud.

Au nombre des campagnes d'actions concrètes qui ont été décidées par cette réunion, figure un appel à organiser des grèves dans les grosses compagnies suédoises qui maintiennent des investissements en Afrique du Sud pour réclamer le désinvestissement des intérêts suédois. Il est aussi prévu une importante campagne nationale de collecte de fonds en faveur de la résistance à l'apartheid sud-africain.

Le Parlement du peuple contre l'apartheid fut plus qu'une nouvelle grande manifestation du mouvement de solidarité. Il fit en effet apparaître le fait que des organisations suédoises ayant une base populaire, comme la centrale syndicale LO, n'étaient toujours pas acquises à la revendication d'un boycott total du régime raciste. Toutefois, le Parlement du peuple contre l'apartheid, ainsi que les documents qui y ont été adoptés peuvent jeter les bases d'un élargissement futur de la solidarité. Le prochain pas dans cette voie pour élargir le mouvement d'opinion en faveur du désinvestissement sera probablement l'échéance du congrès de la centrale syndicale LO qui se tiendra en septembre 1986. ■

MEXIQUE

La politique unitaire du PRT

Lors de la réunion du septième plénum de son comité central début février 1986 à Mexico, le Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT), section mexicaine de la IVe Internationale, a notamment décidé de convoquer son cinquième congrès ordinaire et d'organiser le 18 septembre prochain une série d'initiatives publiques pour célébrer le dixième anniversaire de la fondation de ce parti et les progrès réalisés depuis lors dans l'implantation du PRT. A cette occasion devraient être inaugurés les locaux de l'école nationale de cadres du PRT. Par ailleurs, le PRT s'est fixé l'objectif de recruter au moins cinq cents nouveaux membres d'ici le mois de septembre prochain.

Ce comité central devait aussi faire le bilan de l'activité de la fraction parlementaire et traiter des perspectives d'unité de la gauche révolutionnaire. Le comité central du PRT proposa une réorientation de la politique du parti en ce domaine du fait des développements récents intervenus dans l'activité unitaire des forces de gauche au Mexique. Dans le cadre d'une conception générale visant à forger un parti révolutionnaire de masse, qui reste toujours la perspective de construction du PRT, le IVe congrès de cette organisation avait surtout centré sa politique unitaire en direction des organisations composant l'Unité nationale de la gauche révolutionnaire (UNIR) avec lesquelles s'étaient développées des relations communes.

Or, comme le note *Bandera socialista*, organe du PRT, du 17 mars dernier, « *Du IVe congrès à ce jour, l'évolution dans la gauche a induit d'importants changements. Tandis que la plupart des groupes d'UNIR ont approfondit un cours sectaire, connaissant une crise de leurs projets et développant une attitude d'opposition envers le PRT, d'autres courants comme le Parti de la révolution socialiste (PRS) ou le Parti mexicain des travailleurs (PMT) ont adoptés des positions convergentes avec celles du PRT sur d'importantes questions politiques nationales. Au point que Heberto Castillo, nous propose au nom du PMT, d'explorer les possibilités d'une unité organique dans le cadre d'un processus similaire à celui qui se développe depuis un certain temps entre son parti, le PRS et le Mouvement révolutionnaire du peuple (MRP)* ».

Le PMT est un parti nationaliste radical qui refusa d'intégrer le Parti socialiste unifié mexicain (PSUM) produit en 1981 de la fusion du Parti communiste mexicain (PCM) avec plusieurs groupes nationalistes et staliniens. Le PRS a été fondé en février 1985 par des militants issus du PSUM.

L'un des facteurs de cette évolution unitaire au sein de la gauche mexicaine réside sans doute dans l'attitude qui fut adoptée par ces organisations en regard de l'activité au sein du Parlement.

Le PRT a répondu positivement à ces propositions en avançant toutefois une série d'échéances concrètes destinées à matérialiser ce processus unitaire et à mesurer le rythme de son évolution dans les faits et de manière publique. Il s'agit entre autres d'ouvrir des discussions dans les différents secteurs de l'intervention de masse où sont présents les militants de ces organisations, de développer des actions communes sur ce terrain, d'initier une discussion politique entre les directions nationales des différents groupes sur des thèmes programmatiques et des questions d'interventions tactiques, de fixer des échéances précises à ces discussions et à la diffusion de leur contenu aux militants de base par la publication d'un bulletin intérieur commun, de former un comité paritaire qui suive ces débats.

Par ailleurs, le PRT entend inviter l'Organisation de la gauche révolutionnaire-ligne de masse (OIR-LM), une formation d'UNIR avec laquelle les rapports unitaires ont progressé à la faveur de la campagne électorale de 1985, à participer au processus initié avec le PMT et le PRS.

Enfin, les fractions parlementaires du PRT et du PMT ont décidé de coordonner leur activité au niveau de la Chambre des députés en formant un bloc parlementaire commun qui se fixe comme objectif de :

— « *Lutter pour les libertés politiques des travailleurs de la campagne et de la ville en rapport avec les projets de loi présentés à la chambre des députés.*

— « *Rejeter dans le cadre de l'enceinte parlementaire, et en dehors d'elle, toute mesure qui viendrait affecter le niveau de vie des dépossédés du Mexique.*

— « *Lutter pour l'élargissement des espaces de participation politique des travailleurs.*

— « *Présenter conjointement des projets de loi orientés en ce sens.* » ■

Errata, pas de chance pour le 216

Dans l'article d'Ernest Mandel intitulé « Quand Gorbatchev défend la censure » et publié dans *Inprecor* numéro 216 du 31 mars 1986, il fallait lire en page 13, dernière colonne, ligne 11, « *tous ou certains écrits* ». La censure de Gorbatchev est suffisamment efficace pour qu'il ne soit pas besoin de l'exagérer encore en écrivant, comme nous l'avions fait par erreur, que « *tous les écrits* » des auteurs dont les noms suivaient étaient bannis des bibliothèques, des écoles et des universités d'Union soviétique.

Pas de chance pour ce numéro 216 du 31 mars 1986, l'article sur Haïti contenait lui aussi une terrible bourde. Une erreur de composition en page 20, première colonne, dernier paragraphe, nous a fait attribuer la qualité, peu enviable au demeurant, d'ancien ambassadeur des Etats-Unis à Anthony Barbier, lequel est en fait un sociologue haïtien. Nous nous en excusons auprès de ce dernier et de nos lecteurs et lectrices.

ABONNEZ-VOUS, A « INPRECOR » !

(suite de la page 28)

s'est lancé dans une double bataille : premièrement liquider — ou essayer pour le moins — le secteur « informel », énorme cancer qui ronge Managua ; deuxièmement, augmenter coûte que coûte la production et la productivité agricole et industrielle.

On estime à 40 000 environ le nombre de commerçants illégaux. Les opérations de nettoyage des marchés de la capitale et notamment du célèbre « marché oriental », temple du marché noir, le renouvellement sélectif des licences commerciales qui s'est effectué en janvier dernier, les opérations « poing de fer » de contrôle des prix du ministère du commerce intérieur (MICOIN), constituent le volet répressif des mesures prises pour régler ce problème. La création des « inspecteurs populaires », émanation des syndicats et des CDS, qui doivent servir d'auxiliaires aux inspecteurs du MICOIN afin de démultiplier les contrôles, la mise en place de jardins régionaux qui, en développant l'auto-approvisionnement des villes doivent permettre à terme de pouvoir échapper, en tout cas pour les fruits et légumes, aux prix prohibitifs du marché noir, en forment l'autre facette. Ces mesures porteront-elles leurs fruits ? Il est de toute façon trop tôt pour le dire.

La hausse de la productivité agricole et industrielle est cruciale pour le pays. Elle est un important moyen pour réduire la pénurie et donc, la spéculation. Mais elle se heurte et se heurtera encore à bien des obstacles ; d'ordre objectif d'abord, par le manque chronique de pièces détachées et de matière première, situation que le blocus américain a aggravé, mais aussi à des obstacles subjectifs. Dans le secteur agricole, par exemple, la journée de travail est de l'ordre de 4 heures par jour. Elle est d'ailleurs remontée considérablement puisqu'on estime qu'après la révolution, elle était tombée à 2 heures. Il s'agit là d'un phénomène inhérent à tout processus révolutionnaire, quand la contrainte qui s'exerçait auparavant sur les travailleurs cesse, surtout pour les travaux les plus pénibles ; phénomène qu'il faut comprendre comme tel, mais qui bien évidemment pose quelques problèmes économiques.

Tout en menant une campagne idéologique pour expliquer l'importance de la hausse de la production dans le développement du pays, le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) a fait le choix de privilégier les secteurs productifs ouvriers et paysans dans la répartition de la pénurie, ce aux dépens d'autres secteurs, des services, de l'administration. Ils ont, par exemple, la priorité pour les produits qui sont particulièrement peu abondants. Et cette année, la quasi totalité des investissements sociaux — éducation, logement, santé — seront destinés aux campagnes. Il s'agit d'encourager un secteur qui est vital pour le Nicaragua par ses exportations, mais aussi par sa production des cultures vivrières, et d'enrayer ainsi l'exode rural qui a gonflé démesurément Managua. Mais tout autant qu'économique, cette mesure est politique. Avec le tournant pris en 1985 dans l'application de la réforme agraire, la distribution massive et individuelle de terre aux paysans, il s'agit de resserrer « *l'alliance ouvrière et paysanne* » comme colonne vertébrale de la révolution, suivant l'expression de la direction nationale du Front (4).

Le choix, qui consiste à favoriser consciemment certains secteurs aux dépens des autres, induit quasi automatiquement le mécontentement des laissés pour compte de l'heure. L'augmentation des prix, qui est supérieure à Managua par rapport au reste du pays, et l'entrée en vigueur des nouveaux horaires de travail dans la capitale — journée réduite et échelonnée en semaine, mais travail le samedi matin pour le tertiaire et l'administration — qui ont pour but de résoudre le casse-tête de l'organisation des transports collectifs à Managua, sont loin de susciter l'enthousiasme chez les intéressés.

LES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES POUR 1986

L'objectif du plan économique pour 1986 est d'obtenir une croissance de 5 % par rapport à l'an passé et une hausse de 4,9 % du PIB qui permettraient de retrouver le niveau économique de 1983. Le gouvernement sandiniste espère que les mesures prises depuis janvier-février 1985 porteront leurs fruits et qu'il sera possible d'atteindre une hausse de 13 % pour la production industrielle et de 4,3 % dans l'agriculture. Mais l'insuffisance de la force de travail dans les secteurs productifs est sans doute un obstacle de taille — si l'on met de côté l'inconnue de la situation militaire — à la réussite de ces objectifs ambitieux.

La guerre a exacerbé les déformations de la structure économique du pays, gonflant exagérément le secteur tertiaire. Selon le ministère de la planification, pour 1985, la part du secteur primaire dans le PIB était de 25,1 %, celle du secteur secondaire de 27,3 % et celle du tertiaire de 47,6 %, répartition qui reflète bien l'ampleur des activités improductives.

L'année 1986 sera-t-elle meilleure que 1985 ? Un certain nombre de facteurs positifs peuvent le laisser supposer. Le prix du café, principal produit d'exportation du pays, s'est envolé sur le marché international se stabilisant aux alentours de 250 dollars le quintal contre 145 dollars l'an dernier. De plus, cette année, la contra a été incapable d'affecter la récolte qui s'avère excellente. Par contre, le prix des deux autres produits traditionnels d'exportation, coton et sucre, sont eux en pleine dépression. Cette année, le Nicaragua compte réduire de 20 % la surface ensemencée de coton au profit de cultures non-traditionnelles.

Militairement enfin, la déroute de la contra prend des allures accentuées. Mais de ce fait même, on peut se demander si cela ne renforce pas l'éventualité d'une intervention directe de l'impérialisme américain. Tout semble faire croire que l'idée d'une échéance de ce type pesa dans le choix qui a été fait économiquement par les sandinistes notamment avec la priorité donnée à la relance de la réforme agraire. Certes, les mesures qui ont été prises renforcent le mécontentement, la lassitude, l'indifférence enfin, de certains secteurs de la population vis-à-vis de la politique gouvernementale. Mais au cas où des événements majeurs surviendraient l'attitude de la paysannerie serait sans doute décisive. ■

Maria MERRI,
Managua, 18 mars 1986.

4. Sur l'approfondissement de la réforme agraire, se reporter à *Inprecor* numéro 217 du 14 avril 1986.

Vient de paraître : "Al-Mitraqa" numéro 2

Le numéro 2 d'*Al-Mitraqa*, revue communiste révolutionnaire pour toute la région arabe, est paru. La revue *Al-Mitraqa* est publiée conjointement par les organisations de la IVe Internationale au Liban, en Tunisie et dans l'Etat d'Israël.

Au sommaire du numéro 2 (janvier-mars 1986) : le conflit sanglant du Sud-Yémen ; la situation au Maroc ; la situation politique et économique dans l'Etat d'Israël à la veille de la « rotation » ; l'économie lumpen-bourgeoise du Liban sur la voie de l'effondrement ; un bilan de la gauche tunisienne.

Les commandes (10 FF l'exemplaire) doivent être adressées à 2, rue Richard Lenoir, 93108 Montreuil, France. Pour recevoir régulièrement *Al-Mitraqa* (trois numéros par an), il est possible de s'abonner : France, 50 FF (abonnement ordinaire), 100 FF (abonnement de soutien) ; autres pays, écrire à *Al-Mitraqa* à l'adresse ci-dessus. ■

NICARAGUA

1985, l'année la plus difficile depuis la révolution

L'ANNÉE 1985 aura été une très mauvaise année pour l'économie nicaraguayenne. Le boycott impérialiste, les effets dévastateurs de la guerre des contras, les calamités naturelles sont venus aggraver les distorsions de l'économie mixte (1). Face à cette situation le gouvernement sandiniste a répondu par une accélération de la réforme agraire et diverses autres mesures économiques qui sont commentées dans l'article suivant. ■

Maria MERRI

Le 9 mars dernier, le gouvernement nicaraguayen rendait publique des hausses de prix et de salaires. Ce jour-là, la lecture des journaux fut peu agréable, chacun faisant ses comptes. Toutefois, on ne peut vraiment parler d'une surprise. Depuis la dévaluation de la monnaie le 1er février dernier, qui fixait la parité avec le dollar à 70 cordobas contre 28 auparavant, tout le monde se demandait quand interviendraient les hausses et quel en serait le montant.

Les salaires ont été augmentés de 50 % au premier mars après avoir été déjà relevés en moyenne de 89 % au 1er janvier (2). L'augmentation des prix se situe quant à elle entre 50 % et 150 % selon les produits, voire à 200 % pour les restaurants « de luxe ». Tous les tarifs et prix des secteurs de l'Alimentation, des Transports, des Services, de l'Electricité etc., ont été relevés. Ces mesures se situent dans la lignée de celles prises en février 1985 lorsque le gouvernement supprima les subventions aux produits de base, dont les prix avaient été maintenus depuis la révolution à un niveau artificiellement bas (3). Officiellement, l'inflation aura été de 238 % en 1985, mais ce chiffre ne rend pas compte des disparités dans les hausses de prix qui sont loin d'être uniformes. Ce qui est certain, c'est que le niveau de vie a baissé en 1985, et de façon relativement importante.

LES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES DE 1985

L'année 1985, et le gouvernement sandiniste n'en fait pas mystère, a été l'une des plus difficiles depuis le triomphe révolutionnaire de 1979. La guerre déséquilibre tout le système économique déjà vulnérable d'un pays dépendant qui subit les effets de la crise mondiale. On calcule que la défense absorbe annuellement environ 50 % du budget de l'Etat. Cette armée de 50 000 hommes, qu'il faut nourrir, vêtir, acheminer jusqu'aux zones de guerre représente 11 % de la force de travail industrielle et agricole du pays. Pour la seule année 1985, le montant des destructions matérielles directes occasionnées par la contra est estimé à 120 millions de dollars (cf. encart). Au blocus économique des USA, il faut ajouter le veto mis par Washington sur certaines lignes de crédits octroyés au Nicaragua par les institutions financières internationales. Au total, on estime que le coût de l'agression américaine, sous toutes ses formes (militaire, commerciale et financière), a atteint en 1985 608 millions de dollars, soit 26 % du Produit intérieur brut (PIB).

Comme si cela ne suffisait pas, l'année passée a vu toute une série de désastres naturels, sécheresse puis inondations catastrophiques, affecter la production agricole. Le volume de la production industrielle a chuté de 6,5 %, les exportations de 11 % environ, ne s'élevant cette année qu'à 300 millions de dollars, c'est-à-dire ne couvrant que 36,2 % des importations. Le déficit commercial s'est élevé à 531 millions de dollars, c'est le plus fort qu'ait jamais connu le Nicaragua. Quant au déficit budgétaire, malgré des mesures draconiennes de réduction des dépenses, il atteint 23 % du PIB.

Même pour produire, le Nicaragua doit d'abord importer. La simple production d'huile et de savon — deux des cinq produits de base dont les prix sont garantis par l'Etat — a coûté l'an passé 42 millions de dollars en importation de matières premières nécessaires à la fabrication. Là encore, la guerre empêche le développement de l'utilisation des ressources propres du pays qui pourraient limiter, en partie tout du moins, cette dépendance. Par exemple, tout le projet d'exploitation forestière qui devait à la fois permettre d'alimenter les exportations non traditionnelles et jeter les bases d'une industrie du bois a été mis à mal par la contra : 14 millions de dollars d'investissement sont ainsi partis en fumée !

L'APPROVISIONNEMENT : PROBLEME NUMÉRO UN

« *Nous ne pouvons répartir ce que nous n'avons pas* ». Cette phrase du commandant Cabrales, ministre du commerce intérieur, résume parfaitement les données du problème numéro un de la population : l'approvisionnement. Toute situation de pénurie nourrit la spéculation et le marché noir. Le Nicaragua n'échappe pas à la règle. L'Etat assure par le biais des centrales d'approvisionnement des travailleurs (CAT) et des comités de défense sandiniste (CDS) un certain quota mensuel de produits alimentaires de base et de produits d'hygiène, vêtements etc.

Mais, si les produits d'alimentation sont distribués en fonction du nombre de personnes qui vivent dans une même maison, d'autres produits, notamment d'hygiène, sont distribués selon un quota attribué individuellement à chaque salarié. Autrement dit la quantité sera identique pour un salarié célibataire ou pour un salarié père de 5 enfants dont l'épouse ne « travaille » pas ! Et, de plus, comme souvent les quantités dont disposent les CAT et les CDS sont insuffisantes pour couvrir la demande, il faut alors faire appel au marché libre dont les prix sont très élastiques.

Afin de tenter d'améliorer cette situation, le gouvernement sandiniste

(suite à la page 27)

1. Sur les problèmes liés au systeme de l'économie mixte, se reporter à *Inprecor* numéro 217 du 14 avril 1986.

2. Les salaires ont été augmentés de 60 à 100 % au premier janvier. L'augmentation la plus forte a porté sur les salaires les plus hauts contrairement aux augmentations précédentes. Il s'agit pour le gouvernement d'inciter ainsi les techniciens et ouvriers qualifiés à rester dans les secteurs importants de l'économie et à ne pas les quitter pour émigrer à l'étranger ou pour travailler dans le secteur informel plus rémunérateur.

3. Sur la suppression des subventions aux produits de première nécessité, se reporter à *Inprecor* numéro 203 du 23 septembre 1985.

Les victimes de la contra en 1985

Nous reproduisons ci-dessous un court extrait du discours du président de la République nicaraguayenne, le commandant de la Révolution Daniel Ortega, devant l'Assemblée nationale, le 22 février 1986.

« En 1985, le total des victimes de la contre-révolution s'est élevé à 4 770 personnes, dont 1 452 morts, 1 863 blessés et 1 455 personnes enlevées. Depuis 1980, le nombre de victimes de la contra atteint déjà le chiffre de 12 332 Nicaraguayens, parmi lesquels 3 999 ont trouvé la mort, 4 542 ont été blessés et 3 191 enlevés (...) De ces victimes, 912 étaient des enfants, 2 193 des jeunes et 9 277 des adultes et des vieillards. (...) Si nous y ajoutons les mercenaires trompés par la politique impérialiste — victimes de l'agression dans une certaine mesure — qui ont été abattus par les armes du peuple, 13 930 nicaraguayens ont ainsi trouvés la mort. (...) A l'échelle des Etats-Unis d'Amérique, cela équivaudrait à plusieurs millions de morts ». ■